

LE DEVOIR

L'instant rutile d'éternité / angine de grésil au verso du soir Gilbert Langevin «Un peu plus d'ombre au dos de la falaise» (1966)

VOL. LXXXIX - N° 154

MONTRÉAL, LE MARDI 14 JUILLET 1998

87 c + TAXES = 1\$ / TORONTO 1\$

PERSPECTIVES

Blonde, détestée... et fatale?

On croyait l'«affaire Monica Lewinsky» plus ou moins éteinte. Voilà qu'elle se rallume avec le témoignage de Linda Tripp, celle par qui le scandale est arrivé, celle qui a «trahi» la jeune stagiaire de la Maison-Blanche en enregistrant à son insu ses confessions sur sa liaison présumée avec Bill Clinton.

Elles n'ont rien en commun: l'une est volubile, l'autre secrète. L'une est brune et bien en chair, l'autre blonde, grande, plutôt sèche. Elles n'ont rien en commun, sinon un parcours parallèle de la Maison-Blanche au Pentagone. Depuis janvier, depuis que le «Monicagate» a éclaté, Monica Lewinsky est entrée dans le monde des sourds et muets. Elle s'emmure dans un long silence, au grand dam de Kenneth Starr. Mais le procureur indépendant chargé de faire toute la lumière sur les présumées incartades sexuelles de Bill Clinton n'a pas dit son dernier mot.

Ces jours-ci, il fait témoigner Linda Tripp qui déballe tout ce qu'elle croit savoir sur la prétendue liaison de sa grande amie Monica avec l'homme le plus puissant de la planète.

Elle témoigne à huis clos, suivie de près par 300 journalistes à qui elle répond par des sourires crispés. Que dit-elle? Elle doit sûrement rappeler ceci: Bill Clinton a demandé à Monica Lewinsky de mentir sous serment à la justice pour cacher son aventure de quelques mois avec la stagiaire en 1995.

Cette grave accusation d'obstruction à la justice et de subornation de témoin est consignée dans les cassettes qu'a reçues Kenneth Starr. Cela n'est pas suffisant pour déstabiliser constitutionnellement Bill Clinton. Pour enclencher une procédure de destitution (*impeachment*) du président, le témoignage de Monica Lewinsky est indispensable. Il faut qu'elle coopère avec la justice et se présente à la barre. Si elle continue de se dérober, Starr va finir par l'accuser de parjure. Elle ne pourra alors bénéficier d'aucune immunité judiciaire. Le dilemme de Lewinsky est entier.

Kenneth Starr croit enfin tenir son «arme fatale» avec Linda Tripp, 48 ans: son témoignage va faire sortir Monica Lewinsky de son impardonnable silence, croit-il. Ce serait alors pour Tripp une éclatante revanche sur l'opinion publique américaine qui la déteste tant pour avoir fait éclater un scandale qui éclabousse le mandat d'un président si populaire dans les sondages.

C'est sous les conseils de Lucianne Goldenberg, une agente littéraire de New York, que la fonctionnaire du Pentagone enregistrera une vingtaine d'heures de conversations téléphoniques avec Monica Lewinsky, sa cadette de 25 ans.

Goldenberg, une fervente républicaine de 62 ans, reconnaît détester Clinton. «Ce qui me fait plaisir, c'est que l'état se resserre sur lui, et si cela contribue à le faire prendre, ce serait excellent», devait-elle confier au *Washington Post* cet hiver.

Tripp ne tient pas un tel langage mais n'en pense pas moins. Fervente admiratrice de l'ancien président George Bush, c'est elle qui a révélé l'été dernier qu'une certaine Kathleen Willey, une employée de la Maison-Blanche, lui avait confié avoir été embrassée et caressée par Clinton en 1993.

Robert Bennet, l'avocat du président, avait déclaré flâner l'«arnaque politique» et affirma que Linda Tripp n'était pas crédible. Cette dernière comprit alors que Lucianne Goldenberg avait raison: pour prouver que Clinton est un habitué des gestes déplacés et des aventures extraconjugales de toutes sortes, il fallait au plus vite enregistrer tout ce que lui confiait Monica Lewinsky.

L'un des enregistrements raconterait comment la jeune stagiaire s'est retrouvée dissimulée dans le Bureau ovale, le saint des saints de la Maison-Blanche, en attendant que le 42^e président achève un entretien avec son homologue mexicain Ernesto Zedillo.

Une nuit, Tripp aurait même «entendu la voix du président» alors qu'elle dormait dans la chambre d'amis de l'appartement de Monica Lewinsky dans l'immeuble du Watergate: elle avait, dit-elle, été réveillée par le téléphone.

Pour Robert Bennet, toutes ces «révélations» sont un tissu de mensonges visant à humilier Bill Clinton. Il a même comparé le contenu des cassettes (qui n'a pas été rendu public) à de la barbe à papa. «Quand vous mordez dedans, il n'y a rien.»

L'avocat du président a peut-être raison. Linda Tripp n'est peut-être pas crédible. Divorcée et mère de deux enfants, elle a déjà omis de dire à ses employeurs qu'elle avait été arrêtée à l'âge de 19 ans pour vol de bijoux, selon *US News and World Report*. Elle s'est par ailleurs fréquemment présentée à la police pour dénoncer des délits mineurs et figure dans 38 rapports de police depuis 1992, soit comme témoin, soit comme victime. Son honneur est donc en jeu dans le «Monicagate». C'est la raison pour laquelle Linda Tripp a décidé de dire la vérité, toute la vérité, rien que l'entière et pure vérité. Elle l'a juré!



MÉTÉO

Montréal
Ensoleillé avec passages nuageux.
Max: 30 Min: 19

Québec
Ensoleillé, chaud et humide.
Max: 29 Min: 16
Détails, page B 4

INDEX

Agenda B 6 Le monde A 5
Annonces B 6 Les sports B 5
Avis publics B 4 Montréal A 3
Culture B 8 Mots croisés B 4
Économie B 2 Politique A 4
Éditorial A 6 Télévision B 7

www.ledevoir.com

CULTURE

Quand l'an 2000 inspire le Conseil des arts, page B 8

ÉCONOMIE

Impasse totale chez General Motors, page B 2



DOSSIER

La nouvelle révolte des Indiens américains, page B 1

Pas de gros lot pour les employés du Casino

Après un arrêt de travail de six semaines, les grévistes se soumettent à un compromis



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

C'est dans la division et sans enthousiasme que les employés du Casino ont décidé hier d'accepter un contrat de travail de cinq ans. Le Casino de Montréal ouvrira ses portes demain ou jeudi au plus tard.

FRANÇOIS NORMAND
LE DEVOIR

Après six semaines de grève, les employés de la restauration, de la sécurité et de l'unité générale du Casino de Montréal ont voté sans enthousiasme hier à 67 % en faveur d'un retour au travail. La maison de jeu rouvrira demain ou jeudi.

Réunis en assemblée générale au centre Pierre-Charbonneau, les quelque 1150 employés présents — sur 1800 — ont donc accepté l'entente de principe conclue ce week-end entre négociateurs patronaux et syndicaux. L'exécutif syndical a recommandé de signer l'entente. Les employés de la restauration ont voté pour l'entente à 68,3 %, ceux de la sécurité à 57,4 % et ceux de l'unité générale à 68,1 %.

La semaine dernière, le conciliateur Fernand Matteau avait rencontré séparément les deux parties, réussissant finalement à produire un compromis acceptable pour les parties syndicale et patronale.

La nouvelle convention collective d'une durée de cinq ans, qui devrait être signée sous peu, prévoit principalement des augmentations de salaires de 2 %, la création d'une prime de soir (employés sans pourboire) et d'une prime de fin de semaine (employés sans pourboire) ainsi que la majoration de la prime de nuit déjà existante.

Les employés à pourboire ont de leur côté obtenu que l'employeur considère les pourboires comme faisant partie du salaire réel pour le calcul des vacances, des congés fériés et de maladie, et de l'assurance collective.

Le syndicat a aussi obtenu que la banque de congés de maladie passe de 56 à 69

VOIR PAGE A 8: CASINO

Le raï des villes

Le Festival d'été de Québec fête le 14 juillet avec Rachid Taha et l'Orchestre national de Barbès

Deux jours après que la France entière a bondi de joie devant la victoire au Mondial de ses Bleus toutes couleurs unies, le Festival d'été de Québec offre, en ce 14 juillet, une source d'urticaire de plus pour Jean-Marie Le Pen et son Front National. Ce soir, au Parc du Parlement, on accueillera donc avec grand plaisir Rachid Taha et l'Orchestre national de Barbès, et on fêtera la France sur des musiques métissées.

RÉMY CHAREST
CORRESPONDANT À QUÉBEC

Ce soir, à deux pas de notre Assemblée nationale, la soirée sera affaire de métissages. Ceux de l'Orchestre national de Barbès, regroupement de musiciens parisiens d'origine maghrébine qui s'est presque appelé le Couscous Band, où le chaabi et le raï côtoient le saxophone, l'orgue et la guitare, où chaque membre amène les traces de son bled. Et ceux de Rachid Taha, dont le dernier disque, *Diwan*, reprend des succès populaires de la chanson arabe, comme une conversation avec les grands chanteurs d'antan, une mémoire musicale exprimée sur des boucles et échantillonnages électroniques.

Rien de mieux pour nous rappeler que le monde arabe n'est pas simple, que la présence «arabe» en France n'est pas uniforme, que ces mondes se mélangent au contact l'un de l'autre, pour nous emmener vers un ailleurs qui est aussi un chez-nous. «Pendant ma jeunesse, je n'avais jamais vu de dromadaires, sauf au cirque», exprime Rachid Taha, natif d'Oran, en Algérie, à propos des clichés identitaires qui colorent trop souvent notre vision du monde arabe. Celui qui chantait avec une ironie tranchante mais souriante la *Douce France* de Charles Trenet, il y a quinze ans, avec un groupe appelé Carte de séjour, souligne du coup les problèmes causés par l'uniformisation et le cliché: «On ne fait pas la distinction. On fait même exprès de ne pas la faire: c'est une façon d'ignorer l'autre.»

Cette façon de créer des barrières n'est pas toujours unidirectionnelle, pourrait-on dire ici, en précisant que Taha et Carte de Séjour, punks dans l'âme, étaient un peu coincés entre deux chaises, au début des années 80. Pour les Algériens, ils étaient trop occidentaux et, bien sûr, trop algériens pour les occidentaux.

D'ailleurs, il reste toujours difficile de vraiment placer le style de Rachid Taha. Pas facile, par exemple, de savoir s'il est vraiment un chanteur raï. Il a bien peu à voir avec un Cheb Mami ou un Khaled, mais... «Je suis un chanteur populaire, comme Gilles Vigneault et Félix Leclerc, lance-t-il à brûle-pourpoint. Raï, ça veut dire «mon opinion». Donc, tous les chanteurs peuvent l'être. Woody Guthrie en serait un. Léo Ferré serait le plus grand chan-



VOIR PAGE A 8: RAÏ



Les leçons du Mondial

Black, blanc et beur

La victoire de dimanche redonne du tonus à une France qui se redécouvre

UNE SYNTHÈSE
D'ÉRIC DESROSIERS

La victoire de l'équipe française à la Coupe du monde de football a inspiré les commentaires de plusieurs observateurs en dehors du monde sportif. Alors que presque tous se sont réjouis de la victoire décisive de la jeune équipe, plusieurs n'ont pas manqué de souligner qu'elle présentait le visage d'une France plurielle. D'aucuns se sont mis aussi à espérer que cette victoire collective serve d'antidote à la morosité ambiante et d'inspiration face aux plus vastes défis auxquels le pays est confronté.

Les cœurs étaient à la fête hier en France. «Partout», rapporte Yann Bouffin dans le quotidien du sud du pays, *La Dépêche du Midi, de Marseille à Lille, de Toulouse à Strasbourg, de Bordeaux à Metz ou Lyon, partout, ces images inoubliables de foules en délire, ondulant sous les drapeaux tricolores. Une déferlante comme en compte peu l'Histoire de France, grâce à la prodigieuse opiniâtreté et simplicité d'une équipe hors du commun. [...] Le cocktail magique «black, blanc et beur» porté haut en couleuvre par les Bleus a eu son effet détonnant dans la France, qui n'en finissait plus de se recroqueviller sur-elle-même. En accueillant le Mondial, la France s'est révélée au monde. Rien de tout cela n'était prévu et pourtant tout s'est passé.»*

Dans le journal *Libération*, Michel Chemin souligne que l'événement dépasse l'univers sportif. «Autour du succès de l'équipe de France», écrit-il, *des liens nouveaux, inconnus ou méconnus, se sont tissés. Ils ont noué un état d'esprit qui n'est pas sans rappeler la France libérée du nazisme. Autour des joueurs, la patrie est devenu fratric.*

«Avec le sens du raccourci qui les caractérise, poursuit-il plus loin, les idéologues découvreurs de foot, les penseurs sociaux laissent entendre que la France a changé. [...] Le Pen est bel et bien mal à l'aise, mais le Front national — qu'aucune victoire métissée n'a empêché de progresser — existe toujours. Et représente 15 % d'une population souvent aigre, parfois haineuse, jamais tolérante. Il faudra, hélas, bien d'autres choses que des matchs victorieux pour réduire son influence nocive. L'effort Zidane, pour ne citer que lui, est un jalon de tolérance comme Yannick Noah en fut un en 1983, après sa victoire à Roland-Garros. A tout et chacun de faire que cela n'accouche pas d'un nouveau rendez-vous manqué avec l'évolution des mentalités.»

Jean-Marie Colombani se demande, de son côté, dans *Le Monde*, si la victoire française ne serait pas annonciatrice du début d'une nouvelle ère portuese d'espoirs pour la France. «Une équipe de foot, «nationale» et arc-en-ciel, diverse et unie, se hisse en finale alors qu'elle n'était créditée au début de la compétition que d'une honnête moyenne. Le parallèle avec un pays réputé fatigué, sclérosé, se jugeant lui-même comme une puissance désormais moyenne, vient immédiatement à l'esprit. Plutôt que d'appréhender les nécessaires modernisations, pourquoi ne pas répondre au défi de celles-ci armés d'ambition et de méthode.»

Colombani souhaite que l'on s'inspire du sélectionneur de l'équipe française, Aimé

VOIR PAGE A 8: MONDIAL

• LES ACTUALITÉS •

Coussins gonflables «fous»

GM rappelle

Près d'un million de véhicules doivent être vérifiés

Washington (AP) — General Motors doit procéder au rappel de près d'un million de voitures dont les coussins gonflables pourraient se déployer sans raison.

Le rappel concerne près de 863 000 automobiles de marques Chevrolet Cavalier et Pontiac Sunfire fabriquées en 1996 et 1997, de même que 103 000 automobiles de marques Cadillac DeVille, Concours, Eldorado et Seville fabriquées en 1995, selon ce qu'a fait savoir un porte-parole de GM, Kyle Johnson. L'entreprise procédera gratuitement aux réparations nécessaires.

M. Johnson a précisé qu'environ 188 000 voitures Cavalier et Sunfire vendues au Canada font l'objet d'un rappel. L'organisme de réglementation de la sécurité routière américaine, la National Highway Traffic Safety Administration, a fait enquête sur 96 plaintes faisant état du déploiement inopiné des coussins gonflables de voitures Cavalier et Sunfire, alors que les automobilistes conduisaient dans des conditions normales et sur chaussée pavée.

GM a expliqué à l'agence américaine qu'il y avait risque de déploiement des coussins gonflables lors de collisions à faible vitesse ou lorsqu'un objet vient percuter le dessous de l'automobile. Selon l'agence de réglementation, ce problème serait responsable de 10 accidents ayant causé 53 blessés. GM modifiera la programmation des ordinateurs qui déclenchent le déploiement des coussins. Des lettres d'avis de rappel seront transmises aux propriétaires de ces voitures au cours des quatre à six prochaines semaines.

Le prêtre et la «mari»

Ottawa — Le révérend Michael Baldasar, de l'Église de l'Univers, soutient avoir un plan en 21 points qui assurera l'avenir du Parti conservateur. Ce plan prévoit notamment l'octroi du pardon à toute personne reconnue coupable à des accusations reliées à la consommation de marijuana.

Dans l'acière abandonnée où il a élu domicile, à Cambridge, en Ontario, M. Baldasar, ex-candidat défait aux élections de Hamilton et Guelph, a déclaré hier qu'il compte annoncer officiellement sa candidature à la direction du Parti conservateur au cours d'une conférence de presse, jeudi à Ottawa.

Il deviendrait la 11^e personne à le faire, après l'ex-premier ministre Joe Clark et le stratège libéral Hugh Segal, entre autres. Tous les aspirants candidats doivent verser la somme de 30 000 \$ pour pouvoir faire officiellement acte de candidature en prévision de l'élection du nouveau leader, en octobre prochain. M. Baldasar, 49 ans, affirme n'avoir pas d'argent, mais ajoute qu'il n'a pas besoin des 30 000 \$, puisqu'il demandera que cette exigence soit éliminée. Autrement, cela signifierait que si vous n'êtes pas riche, vous ne pouvez être candidat, affirme-t-il.

M. Baldasar dit avoir passé au total environ deux ans en prison pour différentes infractions, toutes en rapport avec la marijuana.

Avant de rentrer au Québec

Sœur Allard dormira à Kigali

La situation se détériore au Rwanda

Pour plus de sécurité, Sœur Gisèle Allard passera quelque temps à Kigali avant de rentrer au Québec. Mais alors que la situation rwandaise se détériore, l'aide internationale est plus nécessaire que jamais là-bas, soutient un représentant d'Oxfam-Québec à Kigali.

CAROLINE MONTPETIT
LE DEVOIR

Après être retournée dans la paroisse de Bungwe, où elle travaillait, pour chercher ses affaires, Sœur Gisèle Allard, la religieuse québécoise enlevée puis relâchée au Rwanda, devrait rentrer à Kigali ce soir. Elle y sera plus en sécurité, avant de rentrer au Québec pour ses vacances.

C'est ce que signalait hier le représentant intérimaire d'Oxfam-Québec à Kigali, Joop Gieling, aussi chargé des projets d'Oxfam-Québec au Rwanda.

Car une fois de plus, la situation politique se détériore au Rwanda. «Les gens n'osent plus sortir le soir. Là où il y a une attaque, on sait que la contre-attaque sera plus importante encore», dit-il.

Dimanche encore, 34 personnes

ont été tuées dans un bar en banlieue de Kigali, où des gens s'étaient retrouvés pour écouter le Mondial de football. Plusieurs autres ont été blessés, et des véhicules ont été brûlés. Ce massacre est attribué par l'Armée patriotique rwandaise (APR) à la rébellion rwandaise, composée de miliciens hutus Interahamwe et de soldats des ex-Forces armées rwandaises (FAR). Au Rwanda, c'est principalement aux miliciens hutus Interahamwe que l'on attribue le génocide tutsi de 1994.

«Les Interahamwe ont dit publiquement qu'ils chercheraient à tuer le plus de Tutsis possible», ajoute M. Gieling.

La semaine dernière, ce sont des Interahamwe que les ravisseurs de Sœur Allard ont tenu à se dissocier, s'associant plutôt aux soldats des ex-Forces armées rwandaises.

Mais malgré les menaces qui planent sur ses représentants, l'aide internationale doit demeurer au Rwanda, affirme M. Gieling.

«Nous, on travaille sur l'ensemble de la population, dit-il. On sait qu'il y a des insatisfaits des deux côtés (...) On se tient loin de tous les extrémistes. Tous nos projets visent la réconciliation ou la coexistence pacifique».

Menaces

M. Gieling signale qu'une part importante de la population rwandaise est toujours privée d'habitat, de soins de santé, d'école. Plusieurs sont d'anciens réfugiés. Et le travail de coopérants dans cette région du monde n'est pas sans risque.

Un représentant d'Oxfam-Québec au Rwanda a déjà reçu des menaces et il n'est plus à Kigali aujourd'hui. Dans la communauté des coopérants vivant au Rwanda, il y a «de temps à autre» des assassinats, confirme M. Gieling. Cela a été le cas de trois coopérants espagnols relevant de Medica Mondi.

«Cela se passe toujours dans la zone

de guerre, poursuit-il. On ne va pas n'importe où. Mais si tout le monde rentre, c'est le déclenchement général, parce qu'on est pris à témoin de part et d'autre. L'aide internationale est absolument nécessaire pour éviter la dérive. Si on laisse la population dans les conditions où elle est, cela ne peut qu'attiser les rancunes, les débordements et les représailles».

A Beauport, où se trouve la Congrégation des sœurs de Sainte-Chrétienne, à laquelle appartient Sœur Allard, on s'est dit soulagé du dénouement de l'aventure rwandaise des religieuses. Sur 200 membres, la congrégation compte une quinzaine de missionnaires dont plusieurs vivent au Rwanda, au Zaïre et à Djibouti.

«Il y a toujours un certain risque, mais d'un autre côté, elles ont une mission là-bas et des œuvres», dit Sœur Collette Chabot, porte-parole de la congrégation. Sœur Allard s'est demandé elle-même pourquoi elle n'y retournerait pas.

Au bureau d'Oxfam-Québec à Montréal, on disait vouloir évaluer la situation avec Sœur Allard lors de

son séjour prévu de deux mois au Québec. A Kigali, on mentionnait qu'il se pourrait que la religieuse soit remplacée par une coopérante rwandaise, en vertu de la politique de l'organisme visant l'embauche de ressources locales.

Michel Verret, responsable des programmes d'action humanitaire à Oxfam-Québec, affirme d'autre part qu'au moment de l'affectation de coopérants à l'étranger, les risques sont toujours analysés et calculés.

«On pense que les mesures de sécurité nécessaires sont là. Gisèle avait une voiture et une radio pour communiquer. La place n'était pas à l'époque [de son affectation] perçue comme un endroit dangereux», dit-il.

«Il y a des situations qu'on ne peut pas éviter mais qu'on cherche à contrôler, et qu'on ne peut pas toujours prévoir», ajoute-t-il.

Sœur Gisèle Allard était la seule opérante d'Oxfam-Québec basée à l'extérieur de Kigali. Oxfam-Québec compte une quarantaine de coopérants au Rwanda, dont seulement trois sont des Canadiens expatriés.

Conflit aux postes

Un médiateur au-dessus de tout soupçon

MARK DUNN
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Un consultant, entendu alors qu'il bavardait à bord d'un avion avec un médiateur-arbitre fédéral, soutient que les allégations d'un syndicat d'employés des Postes, selon lesquelles ce médiateur aurait exprimé un parti pris favorable à la partie patronale, sont fausses.

«Ces discussions étaient de nature très générale... elles n'allaient pas au-delà d'une perspective générale, philosophique», a déclaré John Marshall en Cour fédérale, hier.

«Nous parlions des relations de travail en général», a ajouté ce consultant, de William M. Mercer Ltd., une firme de consultants en ressources humaines qui fait affaires avec les Postes canadiens, à propos de sa conversation avec son voisin de siège, le juge Guy Richard, à bord d'un vol Ottawa-Toronto, le 3 avril dernier.

Le juge Richard a été nommé en janvier dernier par le ministre du Travail, Lawrence MacAulay, comme médiateur-arbitre dans le conflit entre les Postes et leur plus gros syndicat, après que le Parlement eut légiféré pour obliger les travailleurs des postes en grève à rentrer au travail, en décembre.

Le Syndicat canadien des postiers affirme qu'on a entendu pendant le vol MM. Richard et Marshall parler de questions épineuses portant sur le conflit postal. Le syndicat estime que la neutralité et l'objectivité du juge Richard s'en trouvent désormais compromises, et réclame donc son retrait du poste de médiateur-arbitre.

La conversation a été surprise par Joe L'Espérance, un représentant du syndicat des postiers qui était assis du côté du hublot. Sur le siège voisin se trouvait M. Marshall. Le juge Richard était assis du côté du couloir.

Le juge Richard, du Nouveau-Brunswick, a refusé de participer aux procédures en Cour fédérale, ce qui a obligé la Société des postes à requérir les services d'avocats pour que les deux versions contradictoires puissent être examinées.

«Choqué»

M. L'Espérance, un technicien torontois, dit avoir été «choqué» d'entendre le juge Richard confier à un étranger qu'il s'était déjà forgé une opinion sur au moins un des points en litige, soit le droit de la Société des postes de recourir à des sous-traitants de l'extérieur pour réduire ses coûts.

Selon le syndicat, la Société des postes souhaite couper 4000 postes, notamment au moyen de la sous-traitance.

M. Marshall, pour sa part, a réitéré pratiquement tout ce qu'a avancé M. L'Espérance au cours de son témoignage. Il a affirmé que c'est lui qui a initié la conversation avec le juge Richard, et n'a pu expliquer pourquoi sa version des faits diffère tant de celle de M. L'Espérance.

Des avocats ont tenté de faire ressortir des failles dans les souvenirs qu'ont MM. Marshall et L'Espérance de la fameuse conversation, mais tous deux ont maintenu leurs dires en contre-interrogatoire.

La fin des plaidoyers sera entendue aujourd'hui.

Au galop!



JIM HOLLANDERS REUTERS

UN COUREUR téméraire qui a perdu pied essaie de se relever avant d'être rejoint par un troupeau de taureaux au galop. La scène a été croquée hier à la Fiesta de San Fermin, dans les vieilles rues de Pampelune en Espagne. Le pauvre coureur a été piétiné mais s'en est heureusement tiré sans blessure sérieuse.

Congrès mondial de The Transplantation Society

Des possibilités pour améliorer le succès des greffes

MARIE-CLAUDE DUCAS
LE DEVOIR

Quelques-uns des 3500 spécialistes réunis cette semaine à Montréal pour le 17^e congrès mondial de The Transplantation Society ont donné un aperçu, hier, des progrès à venir pour améliorer l'acceptation des transplantations d'organes.

Un des problèmes majeurs rencontrés dans le domaine est, en effet, le rejet de l'organe greffé par le système immunitaire du patient. «On a recours, pour l'instant, à des médicaments immuno-suppresseurs, qui éliminent l'action du système immunitaire sans faire beaucoup de discrimination», explique le docteur Raymond Dandavino, spécialiste des maladies du rein à l'hôpital Maisonneuve-Rosemont et membre du comité organisateur du congrès. Cela rend

les patients vulnérables à toutes sortes d'infections. Mais de plus en plus, on vise à créer des molécules «à la carte», qui s'attaqueront à des aspects bien précis du processus de rejet.»

La Transplantation Society, créée en 1967, représente la principale association mondiale de professionnels et de scientifiques œuvrant dans le domaine de la transplantation de tissus et d'organes. Son congrès mondial, qui a lieu tous les deux ans, se tient pour la première fois au Canada. En tout, plus de 180 conférenciers d'un peu partout dans le monde doivent faire part de leurs connaissances, sur des thèmes tels la thérapie génique, les instruments bio-artificiels et la xénotransplantation (transplantation entre espèces différentes).

«Le congrès vise avant tout à faire le point sur nos connaissances, à ce jour, dans le domaine», explique le docteur Dandavino.

Pollution tous azimuts

Une «échappatoire mortelle» pour l'Ontario

PRESSE CANADIENNE

Toronto — Plusieurs centrales thermiques américaines proches de la frontière ontarienne émettent des quantités impressionnantes de polluants atmosphériques en se servant d'une échappatoire à la loi américaine sur la qualité de l'air.

Pire encore, certains de ces États les plus pollueurs, dont l'Ohio, la Pennsylvanie et l'Indiana, se trouvent dans le même couloir atmosphérique que le sud de l'Ontario, affirme un rapport du US Public Interest Research Group, basé à Washington.

Intitulé «Échappatoire mortelle», le rapport est l'un des premiers à évaluer les conséquences sur la qualité de l'air des exemptions accordées aux centrales thermiques fonctionnant au charbon sans équipement moderne pour contrer la pollution. «Il y a beaucoup de centrales thermiques très polluantes fonctionnant au charbon aux États-Unis», affirme le porte-parole de

l'Alliance ontarienne pour l'air pur, Jack Gibbons. «C'est un problème pour les Canadiens parce que la pollution produite par ces usines est poussée par les vents dominants vers l'Ontario et l'est du Canada.»

En vertu de la Loi américaine sur l'air pur, les nouvelles usines thermiques doivent satisfaire des exigences rigoureuses sur la production de polluants. Toutefois, 559 vieilles centrales thermiques sont exemptées de ces règlements. Quand la loi a été adoptée, dans les années 1970, ces exemptions avaient été permises parce qu'on s'attendait à ce que ces centrales ferment rapidement.

Ces vieilles centrales émettent dix fois plus de polluants que les centrales modernes, précise le rapport du US Public Interest Research Group. Cet excès de pollution est responsable de

51 % de toutes les émissions de bioxyde de soufre aux États-Unis et de 18 % des émissions d'oxyde d'azote.

«Cette énorme échappatoire existe parce que les lobbys de l'industrie ont pu convaincre les législateurs que ces

centrales seraient bientôt fermées et qu'il serait donc futile de les forcer à entreprendre des modifications coûteuses pour qu'elles réduisent leurs émissions polluantes, ajoute le rapport. Mais après 20 ans, plusieurs de ces centrales construites dans les années 30, 40, 50 et 60 fonctionnent toujours.»

Le rapport conclut que c'est l'État de l'Ohio qui produit le plus de pollution atmosphérique aux États-Unis. Si toutes les centrales thermiques de l'Ohio s'étaient conformées à la loi en 1997, les émissions de bioxyde de soufre auraient diminué de 1,1 million de tonnes et ses émissions d'oxyde d'azote de 393 000 tonnes.

CLUB
402
HOMME



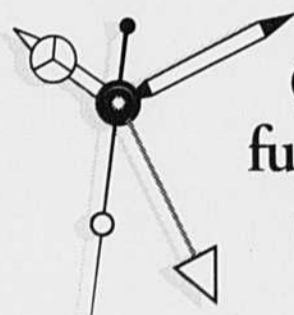
Liquidation
de costumes d'été
importés d'Italie

Prix régulier 950\$

soldé 399\$

100% pure laine vierge
Griffés

1118, rue Ste-Catherine O.
2^e étage, Montréal
Tél.: (514) 861-3636



Consultez deux
fuseaux horaires en
un coup d'oeil.

Afin de répondre aux besoins des gens qui voyagent ou travaillent dans des conditions extrêmes, Rolex a créé la GMT-Master et Explorer II, toutes deux comprenant une aiguille supplémentaire afin de consulter deux fuseaux horaires simultanément. En outre, le modèle GMT-Master a été conçu avec une lunette tournante facilitant la lecture des deux fuseaux horaires.

ROLEX

Nous sommes fiers d'être votre bijoutier agréé Rolex.

Bijouterie
Gambard

Vente et service technique

630-A Cathcart Montréal Centre-Ville 866-3876



OYSTER PERPETUAL GMT-MASTER II

LE DEVOIR

MONTREAL

Un des candidats de Bourque délaïsse la politique

Serge-Éric Bélanger ne revient pas

Pierre Bourque ne cache pas qu'il compte sur le retour d'anciens dissidents pour remplumer son parti. Hier, un de ces candidats potentiels a toutefois fait savoir qu'il délaïssait la politique.

MARIE-CLAUDE DUCAS
LE DEVOIR

Le maire de Montréal, Pierre Bourque, a déclaré, hier, qu'il annoncerait le recrutement de nouveaux candidats dès jeudi prochain. Deux conseillers municipaux qui avaient quitté il y a un an son parti, Vision Montréal, ont évoqué ces jours derniers la possibilité de réintégrer ses rangs. Chose certaine, l'annonce du maire Bourque ne concernera pas Serge-Éric Bélanger. Celui-ci a indiqué hier au *Devoir* qu'il ne solliciterait pas de nouveau mandat comme conseiller municipal. M. Bélanger, dont le père est décédé il y a moins d'une semaine, a expliqué sa décision d'abord par des raisons personnelles.

«Je vais laisser passer quatre ans avant de reconsidérer la

possibilité de revenir en politique, a expliqué le jeune conseiller de 30 ans, qui siège dans le district de Sault-aux-Récollets. Pour l'instant, je prévois avoir beaucoup à faire en m'occupant des affaires de mon père, qui gérait des investissements immobiliers.»

L'autre conseiller qui avait évoqué un retour, Jacques Charbonneau, du district de Louis-Riel, s'accorde encore un moment pour réfléchir. Charbonneau, qui a autrefois fait équipe avec Jean Doré au Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), est conseiller dans le district depuis 12 ans. «Je déciderai d'ici les prochaines semaines si je continue en politique, et ce sera une décision prise en famille, a indiqué M. Charbonneau, qui est âgé de 60 ans. Mais, si je me représente, ce sera à coup sûr avec l'équipe de Pierre Bourque. Il y a certaines décisions qu'il avait prises avec lesquelles je ne suis pas toujours d'accord, mais, en ce qui concerne mon quartier, il a tenu toutes les promesses électorales qu'il avait faites depuis ma démission!»

Jacques Charbonneau et Pierre-Yves Bélanger avaient démissionné, en même temps que deux autres conseillers, pour manifester leur désaccord concernant la

vente de l'Hippodrome de Montréal, faite par l'entremise du gouvernement du Québec à la Société de promotion pour l'industrie des courses de chevaux. Vision Montréal a fait face à une quinzaine de démissions pendant son premier mandat. «Ce fut une période difficile, a dit hier le maire Bourque, en évoquant les démissions, mais, avec deux conseillers de plus, on regagnerait la majorité au Conseil.»

«Effort de guerre»

Le maire, qui s'est adressé aux médias lors d'une tournée à pied du quartier Mile-End, ne semblait toutefois pas avoir l'intention d'annoncer d'autres candidatures en particulier. «J'ai fait mon effort de guerre», a-t-il dit. Il devra toutefois se chercher un autre candidat pour le district de Pointe-Saint-Charles. Robert Dubuc, qui faisait campagne dans ce district, a en effet retiré sa candidature. Dans un communiqué diffusé hier, M. Dubuc a indiqué qu'il avait annoncé au maire Bourque, le vendredi 10 juillet dernier, son intention de travailler plutôt sur un projet visant à venir en aide aux jeunes, qu'il pilotait depuis longtemps, et qui venait d'être accepté par Santé-Canada.

Le maire Bourque a par ailleurs, lors de sa tournée d'hier, réitéré son refus de permettre à la ville d'Outremont, voisine du Mile-End, d'entreposer sa neige sale sur le terrain du Canadien Pacific (CP) qui se trouve non loin de ce secteur, rue Beaubien, au nord de la voie ferrée.

«C'est un terrain qui est destiné à d'autres vocations, a dit hier le maire Bourque. Nous sommes ouverts à la possibilité d'accueillir la neige d'autres municipalités sur le territoire de Montréal, mais pas à cet endroit. Nous avons toujours essayé de travailler en collaboration avec les autres municipalités. Il faudra arriver à se parler et à s'entendre avec Jérôme Unterberg, le maire d'Outremont.» La ville d'Outremont négocie l'achat de ce terrain malgré les objections des responsables de Montréal, qui prétendent que le zonage ne permet pas de l'utiliser à cette fin.

Pendant la journée, le maire Bourque avait profité de sa tournée pour rappeler divers investissements faits dans le quartier pendant son administration, dont l'aménagement d'une piste cyclable, rue Clark. Il prévoit de faire, aujourd'hui, une tournée semblable dans le quartier Parc-Extension.

Canicule et plage font bon ménage

Mais baigneurs et motomarines un peu moins

HÉLÈNE BUZZETTI
LE DEVOIR

À vos maillots de bain, soyez prêts, suiez!

Les prochains jours devraient être particulièrement pénibles à supporter pour tous ceux qui n'ont pas la chance de travailler (1) à l'air climatisé. Une canicule de courte durée, mais une canicule tout de même, s'installe sur la métropole, amenant avec elle son lot d'humidité accablante et d'orages de fin de journée.

«Un front chaud traverse présentement notre région et se dirige au nord-est, vers Québec, explique Gilles Labrecque, du service des prévisions météorologiques d'Environnement Canada. On entre à Montréal dans ce qu'on appelle le secteur chaud. Ce sera passablement ensoleillé ou ensoleillé, et nous aurons du temps chaud et humi-

de mardi [aujourd'hui], mercredi et fort probablement jeudi, avec des probabilités d'orage en fin d'après-midi.»

Avec des températures maximales oscillant entre 30 et 32 degrés Celsius, fuir le béton en quête d'une plage accueillante pourrait s'avérer le meilleur remède à la lourdeur de l'air.

Autant au lac de l'île Notre-Dame et aux deux plages du parc-nature Cap Saint-Jacques de Pierrefonds qu'à l'île Bizard, la qualité de l'eau a été jugée excellente lors des derniers tests, menés les 7 et 8 juillet derniers. Et à en croire le ministère de l'Environnement et de la Faune, qui effectue trois séries de tests pendant l'été en plus des vérifications quotidiennes menées par les municipalités hôtes, la canicule, et l'achalandage accru qui en découle, ne devrait rien y changer.

«Les baigneurs ne sont pas une source significative directe de contamina-

tion de l'eau, affirme Denis Brouillet, spécialiste des questions aquatiques au ministère. Dans certains cas, ils peuvent seulement remettre en suspension certains sédiments contenant des pathogènes.» Or, comme il l'explique, les bactéries se trouvent «protégées» par les sédiments dans lesquels ils se cachent et sont plus facilement et rapidement éliminés lorsqu'ils remontent à la surface.

«La qualité de l'eau ne sera pas affectée par la canicule, au contraire, clarifie M. Brouillet. Le soleil, c'est le meilleur désinfectant. Les rayons ultraviolets détruisent les pathogènes. Les gens ont tendance à croire qu'en temps chaud, il y a une prolifération des coliformes, alors qu'en fait, il y a une décroissance de leur concentration.»

Toutefois, si les baigneurs ne constituent pas de menace pour la qualité de l'eau, les motomarines et autres embarcations dont la circulation ne cesse d'augmenter, en sont venues à être perçues comme des nuisances. A tel point que le gouvernement du Québec a décidé de créer un «Comité de consultation sur la sécurité nautique et la qualité de vie sur les lacs et cours d'eau du Québec» dont les audiences publiques se tiendront dans toutes les régions du Québec du 25 août au 10 septembre.

Même si la juridiction des cours d'eau appartient surtout au gouvernement fédéral, le ministère des Affaires municipales, qui est autorisé à assurer «le bien-être des personnes soumises à sa juridiction», veut vérifier si, par le biais de la Loi sur la sécurité dans les sports, il ne peut pas «adopter des règlements pour assurer la sécurité des participants et des spectateurs lors de la pratique d'un sport».

Les règlements fédéraux existants portent sur les limites de vitesse, les heures permises de navigation, l'équipement obligatoire à bord des embarcations, la sécurité et les règles de routes. Mais, en raison de ressources humaines très limitées, ces règlements sont très peu ou pas du tout appliqués au Québec.

Selon les statistiques les plus récentes, il y a au Québec 1,2 million de plaisanciers (ou 450 000 ménages) qui possèdent une embarcation. En moyenne, 36 décès par an sont dus à la pratique d'activités nautiques impliquant des coûts directs et indirects évalués à environ 15 millions \$ pour la société québécoise.

Avec Presse canadienne

Le vieil homme et l'enfant



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

IL FAIT BEAU, il fait chaud, les touristes commencent à affluer, certains s'arrêtent et donnent quelques pièces pour une musique toute en douceur; c'est l'été dans le Vieux-Montréal!

LISTE DES PLAGES PAR RÉGION - MONTRÉAL			
Municipalité	Plage	Plan d'eau	Classe
Montréal	Plage du Parc des îles	Lac de l'île Notre-Dame	A
Pierrefonds	Parc nature Cap Saint-Jacques #2	Lac des Deux Montagnes	A
Pierrefonds	Parc nature Cap Saint-Jacques #1	Lac des Deux Montagnes	A
Saint-Raphaël-de-l'île-Bizard	Place du parc régional du bois de l'île-Bizard	Lac des Deux Montagnes	A

LISTE DES PLAGES LES PLUS FRÉQUENTÉES			
Municipalité	Plage	Plan d'eau	Classe
Hull	Parc Moussette	Rivière des Outaouais	D
Hull	Parc du lac Leamy	Lac Leamy	B
Magog	Plage de la Pointe Merry (partie Ouest)	Lac Memphrémagog	A
Magog	Plage de la Pointe Merry (Partie est)	Lac Memphrémagog	B
Montréal	Plage du Parc des îles	Lac de l'île Notre-Dame	A
Oka (paroisse)	Plage du Parc d'Oka	Lac des Deux Montagnes	A
Pierrefonds	Parc nature Cap Saint-Jacques #2	Lac des Deux Montagnes	A
Pierrefonds	Parc nature Cap Saint-Jacques #1	Lac des Deux Montagnes	A
Saint-Gabriel-de-Valcartier	Village des Sports	Lac artificiel	A
Saint-Hippolyte	Plage municipale Saint-Hippolyte	Lac l'Achigan	A
Saint-Hippolyte	Camp de Santé Bruchési	Lac l'Achigan	A

Classification : A- Excellente B- Bonne C- Médiocre D- Polluée
SOURCE : MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT DU QUÉBEC

La Croix-Rouge cherche encore des donateurs

LE DEVOIR

La réserve de sang de la Croix-Rouge canadienne est remontée à 66% de son niveau souhaitable, après être tombée à 40%, à la fin juin. La Croix-Rouge estime néanmoins avoir besoin de 4780 dons au cours de la prochaine semaine pour pouvoir maintenir et augmenter la réserve collective de sang au Québec. «La situation s'est améliorée après nos appels du 29 juin, puis du 6 juillet, dit André Ménard, directeur, relations publiques, de la Croix-Rouge pour le Québec. Mais, avec les vacances, nous nous attendons à ce que les deux prochaines semaines soient difficiles.»

Pour atteindre son objectif, la Croix-Rouge tiendra, au cours de la semaine, 41 collectes de sang à travers le Québec. Dans la région montréalaise, celle du Complexe Desjardins a lieu du 13 au 16 juillet, celle des Galeries Taschereau du 14 au 16 juillet et la collecte des Expos de Montréal le 17 juillet. La Croix-Rouge fera aussi, du 13 au 16 juillet, une tournée du Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Selon André Ménard, la nouvelle publiée la semaine dernière, à l'effet que les difficultés financières de la Croix-Rouge la portent à envisager

d'invoquer la loi de la protection de la faillite, n'ont pas affecté les dons.

«Nous insistons toujours sur le fait que ce n'est pas d'abord à la Croix-Rouge que l'on fait des dons, mais aux patients qui ont besoin de sang, dit-il. Et je crois que notre message a bien passé. La nouvelle n'a pas eu

d'impact négatif sur les réserves.»

On peut obtenir la liste des collectes en appelant, pour la région montréalaise au (514) 832-0873, pour l'ouest du Québec au 1-800-343-7264, pour Québec et les environs au (418) 650-7230, et pour l'est du Québec au 1-800-761-6610.



Un professeur, à la maison

LE SERVICE PRIVÉ D'AIDE AUX ÉTUDES N&R INC.

Une équipe de 350 professeurs compétents et expérimentés.

Cours privés à votre domicile.

Récupération, aide aux devoirs, préparation aux examens, perfectionnement.

Français - Anglais - Mathématiques - Physique - Chimie

Primaire, secondaire, collégial.

Régions de Montréal, Laval, Rive sud (près des ponts).

7 jours par semaine à l'heure qui vous convient.

Nous donnons aussi des cours d'été.

Aucun contrat à signer, aucun engagement à long terme.

Au service de public depuis 1993

(514) 973-4526

(514) 990-8983 (ligne sans frais à l'intérieur du code 514.

de 9h à 21h.

http://www.microtec.net/~spac

Nous recrutons des professeurs expérimentés pour donner des cours privés au domicile du client. Le permis d'enseigner au Québec est obligatoire. Communiquez avec nous.

CONCOURS

ACTES SUD

20 ans de découvertes

Un été à croquer

avec Christyne Brouillet

Du lundi au jeudi à 19h

Une réalisation de Christophe Rodriguez

première chaîne

Radio-Canada

1er prix

Un bon d'achat chaque semaine des éditions Actes Sud, d'une valeur de 100 \$ (taxes incluses)

2e prix

Une sélection des oeuvres publiées aux éditions Actes Sud, d'une valeur de 1000 \$ (taxes incluses) - Tirage 27 août

3e prix

Un forfait champêtre d'une fin de semaine pour deux personnes dans un des établissements du réseau Hôtellerie Champêtre d'une valeur de 600 \$ - Tirage 27 août.

Pour participer.

écoutez l'émission Un été à croquer animée par Christyne Brouillet, diffusée du lundi au jeudi de 19h à 21h sur les ondes de la première chaîne de Radio-Canada. Chaque semaine, une nouvelle question sera proposée. Trouvez la réponse sur le site internet Infoculture de la radio de Radio-Canada au <http://radio-canada.ca/infoculture>

Remplissez le coupon-réponse

qui sera publié tous les mardis et samedis dans Le Devoir du 7 juillet au 22 août. Le tirage se fera à tous les jeudis de chaque semaine. Faites-le parvenir à l'adresse suivante

Le Devoir
Concours Actes Sud, 20 ans de découvertes / Un été à croquer
2050, rue de Bleury, 9e étage
Montréal (Québec)
H3A 3M9

N'oubliez pas d'inclure également le nom et l'adresse de votre librairie préférée.

En collaboration:

LE DEVOIR

alq
ASSOCIATION DES LIBRAIRES DU QUÉBEC

Hôtellerie Champêtre
1 800 714-1214

Question: Comment sont baptisés les appartements du 1^{er} étage de la maison Trinity Street ?

Réponse

Nom

Adresse

Ville

Téléphone (bur.)

(rés.)

(téléc.)

(e-mail)

Ma librairie préférée

Adresse

Les fac-similés sont acceptés, pas les photocopies. Les participants doivent avoir 18 ans et plus. Les règlements du concours sont disponibles au Service à l'auditoire de Radio-Canada.

• LES ACTUALITÉS •

L'expo Picasso rapporte gros

L'été s'annonce profitable un peu partout dans le milieu des musées

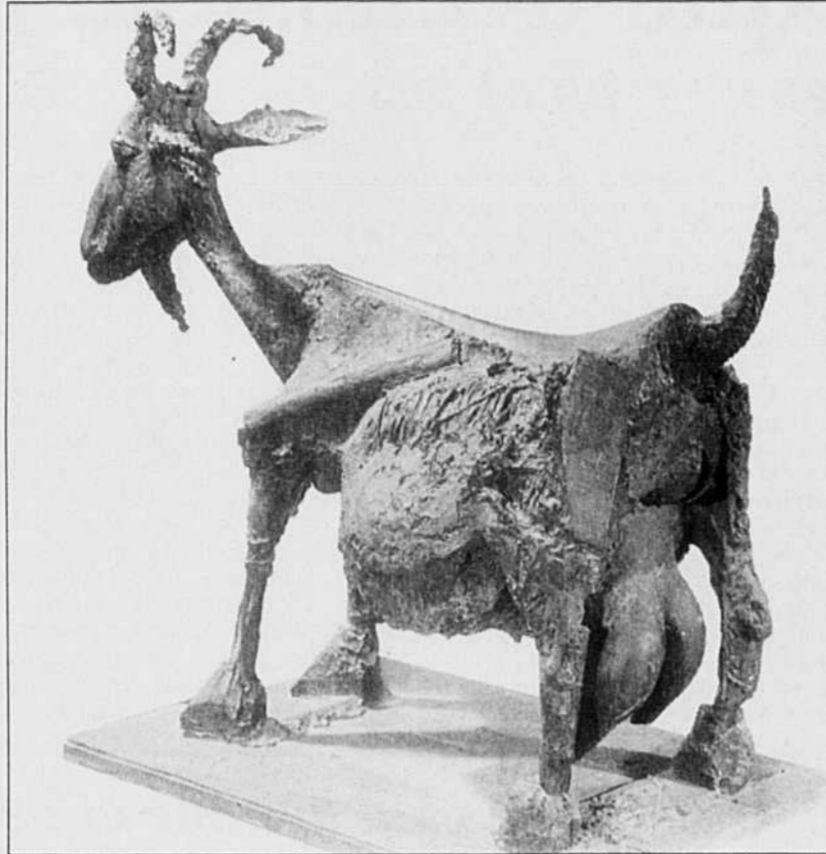
STÉPHANE
BAILLARGEON
LE DEVOIR

L'exposition *Picasso*, qui a fermé ses portes dimanche soir, au Musée des beaux-arts du Canada (MBAC), a finalement attiré plus de 253 000 personnes. Une centaine d'œuvres de l'artiste espagnol, comprenant des toiles, des dessins, des sculptures et des gravures, toutes prêtées par le Musée d'art moderne de New York, étaient exposées à Ottawa depuis le 2 avril.

Le seul arrêt canadien de la tournée nord-américaine de la collection a ainsi dépassé l'objectif des 200 000 visiteurs fixé par la direction du Musée des beaux-arts. Les chefs-d'œuvre de Picasso n'auront cependant pas suscité le même engouement que l'exposition consacrée aux portraits de Renoir, qui avait attiré 340 000 personnes, l'été dernier, dans les salles nationales. *Picasso: Masterworks from the Museum of Modern Art* sera maintenant présentée au Los Angeles County Museum of Art, jusqu'au 6 septembre.

En dévoilant ces résultats, le directeur Pierre Théberge s'est dit particulièrement fier d'avoir pu attirer 13 000 jeunes étudiants. L'expo a également permis au MBAC d'augmenter de 450 % le nombre des membres de son club des Amis. Le club comptait 2 800 personnes en avril; elles sont maintenant 12 400.

Le MBAC n'est cependant pas le seul musée à jouir de la manne estivale. La semaine dernière, le Musée ca-



La chèvre de Pablo Picasso, 1950.

ARCHIVES LE DEVOIR

nadien des Civilisations (MCC) a annoncé avoir déjà accueilli 16 % de plus de visiteurs que pour la même période l'an dernier.

Au 7 juillet, plus de 465 000 personnes avaient actionné les tourniquets de l'établissement de Hull. À elle seule, l'exposition *Mystères de l'Égypte*

a attiré plus de 200 000 personnes depuis son inauguration, le 8 mai. Les dirigeants du musée sont déjà persuadés que cette expo va dépasser l'objectif fixé du demi-million de visiteurs. Si la tendance se maintient, comme dirait l'autre, l'année 1998 sera la plus profitable en terme de fréquentation depuis l'ouverture du MCC, en 1989.

À Québec, l'exposition consacrée aux sculptures et aux dessins de Rodin a probablement dépassé hier le cap des 100 000 visiteurs fixé comme objectif par la direction. Dimanche, un total de 98 378 personnes avaient déjà franchi les portes des salles du musée des Plaines.

De son côté, le Musée des beaux-arts de Montréal annonce avoir vendu 15 000 billets pour sa rétrospective consacrée à Giacometti «le plus grand sculpteur du XX^e siècle», inaugurée il y a quelques semaines, le 18 juin. C'est tout de même moins que son concurrent homonyme, à Ottawa, qui attirait plus de visiteurs en une seule semaine, en moyenne, avec ses trésors de Picasso.

Rappelons en terminant que le secteur canadien des «établissements du patrimoine» (musées, aquariums, jardins botaniques, parcs naturels, etc) a le vent dans les voiles depuis le début de la décennie.

Selon des statistiques publiées récemment par Statistiques Canada, près de 27 millions de personnes ont fréquenté les lieux de ce secteur en 1995-96, une augmentation de 11 % en sept ans.

Traquer les pirates informatiques

Ottawa (PC) — Les forces armées canadienne et américaine joignent leurs efforts pour traquer les pirates informatiques.

Les discussions entre les deux pays à ce sujet débiteront dans deux semaines, alors qu'un groupe de travail sera mis sur pied avec le mandat d'en arriver à conclure une entente visant à protéger les communications transmises via le réseau informatique par les forces armées des deux pays.

Mais si le but premier de cette initiative est de nature strictement militaire, il semble bien qu'elle pourrait aussi avoir des retombées positives dans la société en général.

Par exemple, ce projet pourrait avoir pour effet de protéger les systèmes informatiques du secteur des communications et du transport contre les manœuvres des pirates de l'ordinateur.

«Les discussions vont d'abord porter sur la meilleure façon de défendre les infrastructures militaires. Mais il est évident qu'il pourrait y avoir des retombées dans la communauté civile», a indiqué le colonel Randy Alward, des Forces armées canadiennes, qui

est responsable de la protection des informations transmises via le réseau informatique.

Récemment, lors d'une allocution, le ministre canadien de la Défense, Art Eggleton, avait brandi le spectre d'une attaque tous azimuts de la part de pirates ou de terroristes informatiques qui pourraient totalement bousiller les systèmes informatiques utilisés dans toutes les sphères de la société, paralysant «les systèmes de transport, les transactions bancaires, le contrôle aérien» et tout autre système de communication faisant un large usage de l'ordinateur.

Pour éviter que pareil scénario touche le secteur de la défense, les forces canadiennes ont mis sur pied plusieurs équipes de travail, qui doivent s'assurer que le système informatique utilisé par les militaires est à l'abri des pirates ou autres malfaiteurs. Au cours des prochaines semaines, des militaires britanniques, américains, canadiens et australiens vont se rencontrer en Angleterre pour tester leurs systèmes informatiques et débusquer leurs faiblesses respectives.

Un œil sur la propagande haineuse

Toronto — La propagande haineuse se sévit sur Internet et des groupes de surveillance s'appliquent à la débusquer dans les différents sites Web où elle se répand comme de la mauvaise herbe.

«Nous passons Internet au peigne fin. Si un fournisseur d'accès canadien est impliqué [dans une activité de propagande haineuse], nous réagissons sur-le-champ», a indiqué Sol Littman, porte-parole canadien d'un organisme de défense des droits des juifs, le Centre Simon Wiesenthal.

La semaine dernière, un des «espions» au service du centre a découvert un site Web, provenant de Sudbury, en Ontario, qui présentait un terrifiant mélange de propos fanatiques et d'informations sur des activités violentes. On pouvait y trouver notamment le manuel du parfait terroriste, une recette pour fabriquer des armes

biologiques, des informations sur la façon de mettre sur pied des milices, un guide de référence sur les grenades et des liens avec d'autres sites Web faisant la promotion de la haine et de la violence. Ce site décrivait également un projet en vue de fabriquer un instrument «de forte puissance électrique capable de procurer des chocs électriques importants et des brûlures à un organisme vivant». Après avoir pris connaissance du contenu explosif de ce site, M. Littman a contacté le fournisseur d'accès, Vianet, de Sudbury, et le site a été fermé. Les lois canadiennes stipulent que personne ne peut faire la promotion de la propagande haineuse envers tel ou tel groupe de la société. Mais il est difficile de s'attaquer à ce phénomène quand il se répand sur Internet, les sites haineux apparaissant et disparaissant souvent à la vitesse de l'éclair.

Le mandat du CRTC sera revu et peut-être corrigé

PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) tiendra des audiences cet automne pour entendre des commentaires sur ce que devrait être son mandat dans l'avenir. C'est la première fois depuis les années 1980 qu'une telle révision de ses politiques est envisagée.

Il y a davantage de points de vue sur le rôle que devrait jouer le CRTC que de chaînes de télévision, mais les réactions à une révision du mandat du conseil sont en fait de deux ordres: ou bien on veut

que ses règlements soient plus sévères ou, au contraire, on souhaite qu'ils soient plus souples.

D'un côté, les grands réseaux de télévision privés veulent que le CRTC adopte une approche plus commerciale, qui aurait pour effet de mettre un bémol aux exigences imposées en matière de contenu canadien. De l'autre côté, on trouve des compagnies de production, la Société Radio-Canada et des groupes de consommateurs qui, eux, font valoir au contraire que la télévision diffusée au Canada devrait faire une plus large place aux émissions produites au pays.

«La majeure partie du financement des séries dramatiques produites au Canada provient du secteur pu-

blic et des compagnies chargées de la production et de la distribution, la contribution des diffuseurs privés étant négligeable», estime la compagnie Alliance Communications, qui a présenté un mémoire. Le secteur de la production télévisuelle a connu un essor remarquable ces dernières années à travers le pays grâce au soutien financier des gouvernements. Mais les réseaux de télévision, à l'exception de Radio-Canada, continuent de bouder les productions canadiennes durant les heures de grande écoute. Les diffuseurs considèrent en général que le fait de produire et de mettre en ondes des émissions et des séries canadiennes constitue une perte d'argent.

La rentrée au *Devoir*...



Rentrée
Scolaire

15 août



Rentrée
Culturelle

22 août

Rentrée
Littéraire

29 août



LE DEVOIR

LE MONDE

Israéliens et Palestiniens devraient se parler directement

Washington espère ainsi une relance du processus de paix

ASSOCIATED PRESS

Washington — De hauts responsables israéliens et palestiniens devraient se rencontrer après le retour de Chine du président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat cette semaine, a annoncé hier James P. Rubin, le porte-parole du Département d'Etat américain.

Objectif: lever les obstacles qui entravent la route vers un deuxième retrait des troupes israéliennes de Cisjordanie.

Le Secrétaire d'Etat américain Madeleine Albright avait en privé appelé à la tenue d'une réunion au moment où la médiation de Washington était près de s'effondrer.

James P. Rubin a vivement critiqué Israël pour avoir laissé entendre que c'était aux Palestiniens de faire des concessions. D'après le porte-parole, les Palestiniens ont accepté les propositions américaines sur un retrait israélien de 13 % de la Cisjordanie et le fait de prendre des mesures pour lutter contre le terrorisme. L'Etat hébreu, a-t-il dit, a tort de dire que «la balle est dans le camp des Palestiniens».

Yasser Arafat doit rentrer jeudi de Chine. Certains ont spéculé sur une rencontre entre des délégués israélienne et palestinienne, respectivement dirigées par le ministre israélien de la Défense Yitzhak Mordechai et l'adjoint de Yasser Arafat, Mahmoud Abbas.

«En l'absence de discussions directes, en face-à-face, entre les deux parties, il ne va pas être possible de résoudre le problème posé par l'impasse des pourparlers, a estimé James P. Rubin.

Lundi, le ministre égyptien des Affaires étrangères Amr Moussa a par ailleurs déclaré, en faisant référence aux accords d'Oslo de 1993, qu'Israël avait déjà accepté un Etat palestinien, en reconnaissant les Palestiniens comme peuple, et l'OLP, comme leur représentant. «Leur droit d'établir un Etat est un droit international», a-t-il estimé, imputant la responsabilité du blocage des négociations à Israël.

Mais ses déclarations ont été critiquées à Jérusalem par David Bar-Ilan, haut responsable israélien: «De tels propos tendent à saper le processus d'Oslo, destiné à atteindre un accord entre Israël et les Palestiniens sur le statut de l'entité palestinienne».

EN BREF

Israël dément des informations sur sa coopération avec Ankara

Jérusalem (AFP) — Israël a démenti hier des informations de presse sur la construction d'une base aérienne en Turquie pour les avions de combat israéliens et la formation de pilotes turcs en Israël contre des missiles S-300.

«Toutes ces informations sont dénuées de fondement», a indiqué le ministre des Affaires étrangères à Jérusalem.

«Comme Israël et la Turquie l'ont fait savoir à de multiples reprises, leur coopération ne vise aucun pays tiers», a-t-il ajouté. Auparavant, le ministère turc des Affaires étrangères avait démenti l'information du journal de la côte est des Etats-Unis, *Christian Science Monitor*, selon laquelle la Turquie construit une base dans l'est de son territoire pour la réserver aux avions de combat israéliens s'entraînant dans son espace aérien. Le quotidien turc *Milliyet* a reproduit l'information. Ce genre de vols est prévu dans un accord-cadre turco-israélien sur la formation militaire, signé en février 1996. L'accord avait déclenché la colère de pays arabes ainsi que de l'Iran qui y voient une menace dirigée contre eux.

Condamnation d'une opération d'infiltration de Pyongyang

Séoul (AFP) — Le Commandement des Nations unies (UNC) à Séoul a condamné hier une tentative d'infiltration de la Corée du Nord, après la découverte du corps d'un homme en tenue de plongée, probablement un agent nord-coréen, dimanche, sur la côte orientale de la Corée du Sud. Estimant dans un communiqué que cet incident contribue «à augmenter les tensions» dans la région, l'UNC a appelé Pyongyang à mettre un terme à ses «activités d'infiltration» dans la mer du Japon, lors d'une réunion avec des officiers nord-coréens dans le village de Panmunjom, dans la zone démilitarisée entre les deux Corées. L'UNC a également souhaité que la rencontre entre des généraux sud-coréens et nord-coréens, prévue jeudi dans ce même village, se tienne plus tôt. Selon le communiqué, l'UNC a l'intention «d'aborder le problème» des infiltrations nord-coréennes lors de cette réunion. La déclaration de l'UNC, chargée de surveiller la trêve entre les deux Corées, intervient après la conclusion le même jour d'un accord de sécurité entre Séoul et le commandement en chef des troupes américaines stationnées en Corée du Sud, en prévision d'éventuelles provocations armées de la part de la Corée du Nord.

Berlusconi encore condamné

Milan (AP) — Le magnat de la presse et chef de file de l'opposition italienne Silvio Berlusconi a été condamné hier à deux ans et quatre mois de prison et s'est vu infliger une amende dix milliards de lires (8,5 millions \$) dans l'affaire de financement occulte du Parti socialiste italien de l'ancien président du Conseil Bettino Craxi. Silvio Berlusconi comparait devant un tribunal milanais pour avoir effectué des contributions financières illégales au parti socialiste de M. Craxi en 1991. Cette condamnation pour corruption est la seconde en peu de temps: le magnat de la presse s'est vu infliger deux ans et neuf mois de prison la semaine dernière pour avoir versé des pots-de-vin à des inspecteurs de finances pour falsifier les contrôles fiscaux de sa société Fininvest. L'avocat de la défense Ennio Amodio a annoncé que Berlusconi ferait appel. Mais il est peu susceptible de purger effectivement ces peines: en deça de trois ans de prison, la plupart des hommes politiques et administrateurs bénéficient le plus souvent d'un sursis par la suite. Comme lors de ses précédents démêlés avec la justice, les alliés politiques de Silvio Berlusconi au sein de sa coalition de centre-droite, ont serré les rangs autour de leur chef. «Berlusconi sait qu'il peut compter comme jamais sur l'entière solidarité de tous ses alliés», a déclaré Pierferdinando Casini, dirigeant d'une petite formation centriste. «L'ennemi politique à anéantir [...]», condamnation après condamnation, est Silvio Berlusconi, a de son côté estimé son groupe Fininvest. Et «pour atteindre ce résultat, peu importe de la faire au mépris de la procédure, de la loi et de la vérité».

Défilés orangistes dans une Irlande endeueillée

Le calme prévaut. À Ballymoney, on présente ses condoléances aux parents des jeunes victimes du sectarisme.

En dépit des divisions suscitées par la mort de trois enfants à Belfast, l'ordre d'Orange a maintenu la commémoration de la bataille de la Boyne (1690). Deux hommes ont été interpellés hier matin dans le cadre de l'enquête sur l'attaque au cocktail Molotov de la maison des Quinn dans un quartier protestant de Ballymoney.

ASSOCIATED PRESS

Belfast — Les membres de l'Ordre protestant d'Orange ont défilé dans toute l'Irlande du Nord hier pour célébrer l'anniversaire de la plus importante victoire protestante sur les catholiques, au XVII^e siècle. Malgré l'extrême tension des derniers jours, les marches de la confrérie se sont déroulées dans le calme, au lendemain de la mort de trois enfants issus d'un couple mixte, dans un incendie criminel.

Deux hommes ont été interpellés hier matin dans le cadre de l'enquête sur l'attaque de la maison des Quinn dans un quartier protestant de Ballymoney, à 60 km au nord-ouest de Belfast. Richard, dix ans, Mark, neuf ans, et Jason, sept ans, ont péri dans les flammes tandis que leur mère, Chrissie Quinn, une catholique et son compagnon protestant parvenaient à s'échapper sans pouvoir les sauver.

Devant la façade noircie de la maison, les habitants de la ville sont venus déposer fleurs, ours en peluches et mots de condoléances. «Ils ont tué trois enfants innocents, a déclaré Francis Quinn, l'oncle des enfants. Ils n'avaient pas été élevés comme des protestants ou des catholiques, ce n'était que trois enfants...» «Je suis simplement plein de haine», a-t-il ajouté, la voix brisée, en rappelant les menaces, les lettres anonymes, les attaques dont sa soeur et sa famille avaient été victimes.

En dépit des divisions suscitées par le drame, l'Ordre d'Orange a maintenu la commémoration de la bataille de la Boyne, en 1690, au cours de laquelle les armées de Guillaume d'Orange avaient défait le roi catholique Jacques II.

Mais les dirigeants de la confrérie protestante avaient lancé un appel à la retenue et demandé qu'une minute de silence à la mémoire des enfants soit respectée lors de chaque rassemblement. «Ce que nous voulons aujourd'hui, c'est une journée paisible dans toute la province», a assuré John McCrea, grand secrétaire de l'Ordre.

A Belfast, la parade a traversé le quartier catholique du Lower Ormeau, où de violentes protestations avaient eu lieu les années précédentes. Cette fois, les Orangistes sont passés dans le calme sous le regard des résidents catholiques, silencieux, qui brandissaient ballons et drapeaux noirs improvisés.

«C'est la seule forme d'expression qui reste au gens», expliquait un habitant Alan Kelly, venu avec sa petite fille de sept mois et son épouse Angelam, dont le frère avait été abattu par des loyalistes protestants à quelques mètres de là en 1988. «Toute autre forme de protestation aurait engendré la violence», constatait-il. La marche orangiste de Belfast avait été retardée de plus d'une heure après une alerte à la bombe lancée par téléphone par un correspondant anonyme se ré-

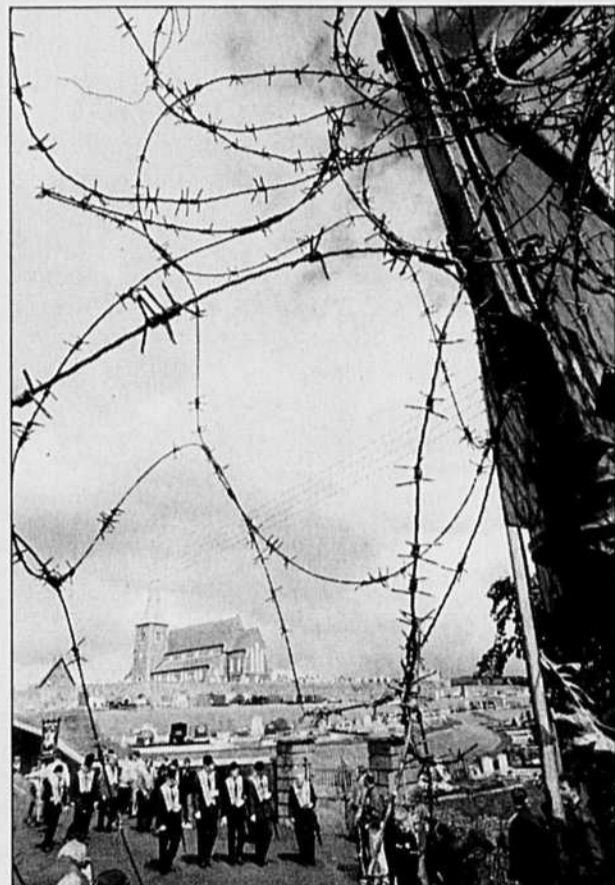
Lower Ormeau Road, un moment historique

LE DEVOIR

quelque 1500 catholiques résidant dans Lower Ormeau Road, à Belfast, ont vécu hier matin un moment historique: ils ont obtenu la permission que certains des leurs, drapeaux noirs au vent, prennent position le long du parcours emprunté par quelque 200 Orangistes.

Depuis 30 ans environ, ont confié plusieurs habitants du quartier à Arthur Sandborn, président du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal, il était courant que les «forces de l'ordre» tabassaient à qui mieux mieux les catholiques qui ne se barricadaient pas dans leurs maisons lors du passage des protestants commémorant la bataille de la Boyne qui remonte à 1690.

Pas cette année cependant, et c'est là sans doute une victoire de la ministre britannique Mo Mowlan et de personnalités orangistes comme David Trimble, ou de catholiques comme Mellon, qui ne tiennent pas à compromettre toute chance d'en arriver à de vrais accords de paix en Ulster et à stopper tout dérapage sectaire similaire à celui qui a coûté la vie aux trois jeunes garçons de la famille Quinn, dont la mère



REUTERS

Neuvième jour de siège à Portadown.

clamant de l'Armée nationale irlandaise de libération.

A Bellaghy, dans le comté de Londonderry, le chef local de la confrérie a conduit la marche jusqu'à la barricade dressée pour les empêcher de pénétrer dans le quartier catholique. Là, les Orangistes ont lu une déclaration condamnant l'attitude des résidents catholiques, mais comme l'an dernier, aucun n'a tenté de forcer le barrage.

Certains dirigeants de la plus importante confrérie de la province avaient souhaité l'arrêt de la confrontation entre marcheurs et forces de sécurité à Portadown, où les Orangistes sont installés depuis une semaine après l'interdiction qui leur a été faite de traverser le quartier catholique de la ville.

Mais les loges orangistes de la zone de Portadown persistent. Elles ont annoncé leur volonté de poursuivre leur siège. David Jones, leur porte-parole justifiait cette décision en notant que la famille Quinn avait reçu des menaces avant la confrontation de Portadown. Néanmoins les loges ont leurs membres à ne pas les rejoindre hier dans les champs entourant l'église de Drumcree. L'Ordre avait auparavant demandé à tous de venir en masse pour une confrontation avec la police.

est catholique et le père protestant.

Le porte-parole du quartier Lower Ormeau Road, Gerard Right, a pu obtenir, précise M. Sandborn qui rentre aujourd'hui de sa mission d'observation, que le fort contingent de l'armée et de la police qui avait envahi ce quartier dimanche à compter de 16h et bloqué toutes les issues — il y avait 200 chars blindés — se retire. Les discussions ne furent pas faciles entre le contingent — dont les membres braquaient des armes automatiques sur toute personne se déplaçant dans ce coin dimanche soir — et les catholiques assiégés. Mais «quelque chose s'améliore ici», du moins à l'échelle symbolique de Lower Ormeau Road, concède Sandborn qui dit avoir vu, dimanche, un militaire menacer d'une arme automatique une femme sortie avec ses deux enfants pour aller chercher une pinte de lait.

Plus de 500 marches, mobilisant les protestants orangistes, devaient se dérouler en Ulster hier, jour férié «et c'est vers Drumcree que les yeux sont tournés», mais c'est à propos de ce coin d'affrontement que Arthur Sandborn dit constater que «des orangistes comme Trimble» ont finalement modifié leur attitude et persuadé des compatriotes d'en faire autant.

INDONÉSIE

L'Irian Jaya, une vieille blessure qui se remet à saigner

KATE WEBB
AGENCE FRANCE-PRESSE

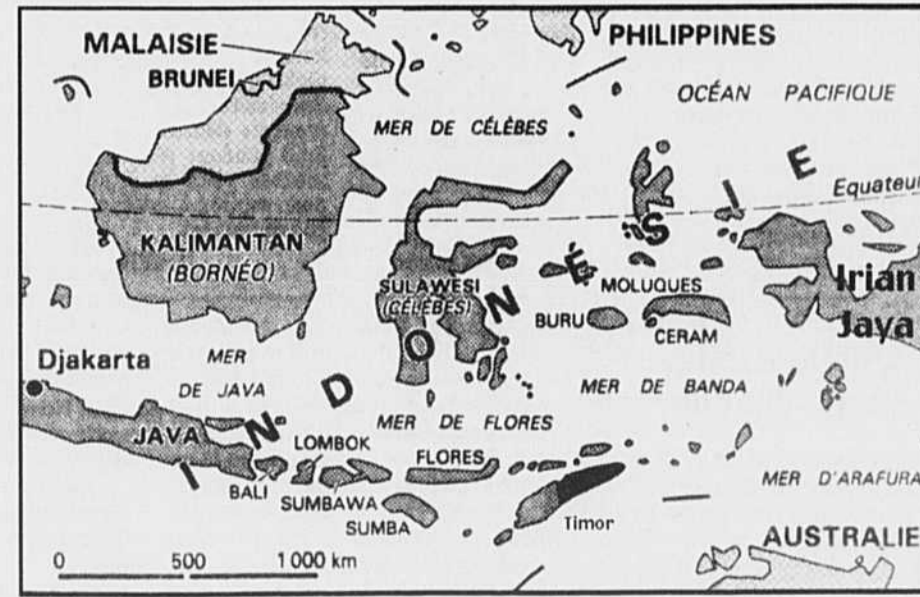
Jakarta — La résurgence de violences séparatistes cette semaine en Irian Jaya a rouvert une vieille blessure de l'histoire dont l'Indonésie espérait à tort qu'elle s'était définitivement fermée. Ces violences, qui ont fait au moins deux morts et des dizaines de blessés le week-end dernier, illustrent le fait que les mouvements séparatistes auxquels Jakarta doit faire front ne se limitent pas à l'ancienne colonie portugaise du Timor oriental.

Couverte de jungles montagneuses, la province d'Irian Jaya, qui constitue 22 % du territoire de l'Indonésie, est la moitié occidentale de l'immense île pacifique dont la pointe-est est l'Etat indépendant de la Papouasie Nouvelle-Guinée.

Il s'agit d'un territoire peuplé de tribus chrétiennes fortes de 1,5 million d'âmes ou seuls peuvent accéder les touristes et journalistes munis d'une autorisation spéciale. Le seul mode de transport demeure l'avion.

Les noms géographiques en Irian Jaya — Biak, Fak Fak et Hollandia (maintenant la capitale Jayapura) — demeurent pour beaucoup ceux de fameuses batailles de la Seconde Guerre mondiale où ont péri des milliers d'alliés et de soldats japonais.

C'est après la guerre, quand l'Indonésie accède à l'indépendance que Jakarta fait valoir en tant qu'héritier des Indes Orientales Néerlandaises son ambition sur l'Irian Occidental. Aux premiers signes de résistance des Hollandais, Jakarta infiltré des troupes puis, en mai 63, prend possession du territoire. En juillet 69, un plébiscite est conduit qui devait formaliser le contrôle indonésien mal-



gré ses modalités qualifiées depuis de grossières par certains historiens. «Depuis ce jour, l'Irian Jaya a été un problème de sécurité interne pour l'Indonésie», a écrit l'analyste militaire australien Robert Lowry.

En même temps que l'administrateur hollandais, des dizaines de milliers d'iraniens quittent le territoire pour défendre la cause de l'indépendance à partir de l'étranger. Sur place, le mouvement séparatiste Organisasi Papua Merdeka (OPM) se forme en 1964.

A la fin des années 70, les attaques de l'OPM contre des postes gouvernementaux et militaires indonésiens atteignent un tel de-

gré que Jakarta envoie des renforts de troupes massifs et riposte par des bombardements aériens avec usage de napalm selon certains rapports de l'époque. Cette répression sans pitié provoque le départ de quelque 11 000 iraniens vers la Papouasie Nouvelle-Guinée proche, sa capitale Port-Moresby et vers l'Australie. Un calme relatif s'instaure alors en Irian Jaya jusqu'en 1984 quand l'OPM reprend des opérations sporadiques.

Le ressentiment des iraniens vis-à-vis de Jakarta est alimenté aussi par la politique indonésienne d'émigration forcée vers l'île de centaines de milliers de fermiers venant des

JAPON

Le premier ministre jette l'éponge

Les milieux économiques s'inquiètent

AGENCE FRANCE-PRESSE

Tokyo — Le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto a offert sa démission hier, tirant la leçon de la cuisante défaite infligée à son parti dimanche lors des sénatoriales par des électeurs qui ont censuré sa gestion de la crise économique.

«Tout est de ma faute», a lancé M. Hashimoto, 60 ans, les traits tirés, visiblement exténué, lors d'une conférence de presse organisée au siège du Parti libéral-démocrate (PLD), juste après la fin d'une réunion des instances dirigeantes du parti conservateur qu'il préside.

«J'assume la responsabilité de la grande défaite» du PLD, a-t-il ajouté. «Tout cela est dû à mon manque de capacités», a dit le chef du gouvernement démissionnaire quelques heures seulement après la diffusion des résultats officiels des élections qui ont confirmé le revers cuisant du PLD.

Unanime, la presse japonaise a comparé cette déroute électorale à une motion de censure déposée par le peuple japonais contre le gouvernement Hashimoto accusé d'être responsable de l'aggravation de la crise. La participation au vote a été particulièrement forte, avec 58,8 % de votants. Dès dimanche soir, il ne restait plus guère d'autre choix à M. Hashimoto que de partir au vu de l'ampleur de la catastrophe.

Au pouvoir depuis 43 ans hormis une période de 10 mois en 1993/94, le PLD détient la majorité à la chambre basse (chambre des Représentants), la plus importante des deux assemblées de la Diète.

La déconfiture à la chambre haute (chambre des Conseillers) est cependant un coup dur car elle entame son autorité de parti dominant et encourage l'opposition non-communiste menée par le charismatique Naoto Kan.

Le secrétaire général du PLD, M. Koichi Kato, a indiqué que les élus du PLD se réuniraient le 21 juillet pour choisir un successeur à M. Hashimoto. Ce dernier de même que son cabinet vont expédier les affaires courantes jusqu'à ce que le nouveau premier ministre ait prêté serment devant le Parlement, une échéance attendue vers la fin du mois.

M. Hashimoto a d'autre part annulé sa visite officielle en France et aux Etats-Unis qui était prévue la semaine prochaine. Seuls 44 élus sur les 61 sortants du PLD ont retrouvé leur siège dimanche, un score exécrable en-deçà des prévisions les plus pessimistes pour ce parti qui espérait au moins maintenir ses forces intactes à la chambre haute.

Le Parti démocratique, le principal parti de l'opposition, améliore nettement ses positions et obtient 27 sièges pour 18 élus sortants. Le Parti communiste fait plus que doubler sa représentation avec 15 élus (6 sortants).

M. Hashimoto, dirige le gouvernement depuis janvier 1996. Deux barons du PLD, l'ancien secrétaire général du gouvernement Seiroku Kajiyama, 72 ans, et le ministre des Affaires étrangères Keizo Obuchi, 61 ans, sont en piste pour lui succéder.

Les milieux économiques japonais ont exprimé leurs craintes quant aux retards que cette défaite pourrait occasionner pour les mesures de relance de l'économie et d'assainissement des banques nipponnes. M. Takashi Imai, président du Keidanren, principale centrale patronale du pays, a estimé que le scrutin traduisait la volonté des électeurs de voir adoptées sans délai «des mesures politiques draconiennes afin de sortir de la récession». Le Japon «doit éviter le vide politique à tout prix au vu de la gravité de la situation», a-t-il dit.

«Le plus grave pour nous est que le résultat de cette élection risque de plonger la situation politique dans la confusion et de retarder des mesures qui sont indispensables», a dit M. Jiro Nemoto, président de la Fédération des employeurs japonais, le Nikkeiren. «Nous souhaitons que le parti au pouvoir et l'opposition mettent de côté leurs différences et s'attellent ensemble aux difficultés auxquelles le pays est confronté», a ajouté M. Nemoto.

M. Keizo Obuchi, l'actuel ministre japonais des Affaires étrangères, voit son nom en tête de liste parmi les successeurs possibles au premier ministre démissionnaire Ryutaro Hashimoto, étant le premier chef de faction au sein du Parti libéral-démocrate (PLD). «Cela ne me gênerait pas de recevoir le relais si M. Hashimoto déclarait qu'il veut me le passer», avait déclaré M. Obuchi la semaine dernière avant l'élection, soulignant cependant qu'il était «un vieil ami» du premier ministre.

C'est un poids lourd de la politique, chef depuis 1992 d'une puissante faction au sein du PLD, proche de l'ancien premier ministre Noboru Takeshita, un «parrain» du PLD.

zones surpeuplées de Java et de Bali.

C'est en Irian Jaya que se trouve aussi la seconde plus grande mine de cuivre au monde sur les hauts plateaux du sud, exploitée par la compagnie américaine PT Freeport Indonesia et qui recèle aussi, sur 26 400 km carrés, les plus grandes réserves d'or connues de la planète. Freeport, avec une extraction de 78 000 tonnes de minerai/jour, est la plus grande source de revenus fiscaux pour le gouvernement indonésien à raison d'un milliard de dollars annuels dont très peu profitent aux populations locales.

La Commission nationale des droits de l'homme a accusé les forces de sécurité indonésiennes de plusieurs exactions en 1995 lors d'opérations contre les rebelles séparatistes autour de Freeport où 16 personnes auraient été tuées et plusieurs autres torturées.

Des émeutes éclatent en 1996 près de la mine, faisant au moins quatre morts et des dizaines de blessés, et au cours de la même année les séparatistes détiennent pendant quatre mois neuf otages dont six européens.

Ecrivant en 1993 sur l'Irian Jaya, l'auteur indonésien Djopari note que les Irianiens ne se «considèrent pas indonésiens» et qu'ils se sentent en même temps privés d'un gouvernement «qui leur serait propre». Selon Djopari tout Irianais qui rejoint l'administration locale se considère comme une «marionnette» et tous ceux qui critiquent la politique gouvernementale peuvent être accusés de «séparatisme». La politique indonésienne vis-à-vis de l'OPM a été réaffirmée de manière cinglante mardi à Jakarta par le ministre de la défense Wiranto qui a déclaré que tout usage du drapeau de l'OPM serait considéré par l'armée comme un «acte de trahison».

É D I T O R I A L

La paix en gilet pare-balles

Guy Taillefer

L'obstination des orangistes en Ulster a réveillé l'intolérance responsable du crime sectaire qui a tué dimanche trois enfants catholiques dans l'incendie de leur maison de Ballymoney, au nord-ouest de Belfast. Moins un certain nombre d'orangistes qui nient absurdement toute responsabilité, c'est toute l'Irlande du Nord qui a honte aujourd'hui de ne pas parvenir à mettre un point final à trente ans de guerre civile. Il faut espérer maintenant que le «sacrifice» des trois frères Quinn contribuera à stopper la violence, plutôt qu'à l'alimenter, et à renforcer l'accord de paix.

Les orangistes qui s'obstinent depuis plus d'une semaine à maintenir le siège autour de l'église de Drumcree, à Portadown, ne tirent pas les leçons de l'histoire, ils ne font que reproduire *ad nauseam* ses errements. Ils tombent dans la catégorie de ceux qui réduisent l'histoire à une machine de guerres et d'affrontements. Ils ne savent pas lire. Ce qu'ils ne voient pas, car leur idée du passé est empoussiérée, c'est que l'accord de paix en Ulster élabore pour l'avenir une lecture de l'histoire conçue comme terrain de dialogue.

Ce terrain de dialogue trace lentement ses frontières en Irlande du Nord. Vus d'ici, les événements donnent l'impression que l'Ulster reglisse dans la guerre civile, que la paix va finir par flancher. La situation est tragique, et l'entêtement orangiste à vouloir défilé sous le nez des catholiques de Garvagh Road fait craindre le pire, mais il y a lieu néanmoins de penser que les progrès enregistrés depuis le référendum du 22 mai dernier par les tenants de la réconciliation ne seront pas ultimement effacés.

Il y a tout lieu de penser, à vrai dire, que parmi leurs segments les plus intégristes, les orangistes se livrent ces temps-ci à un baroud d'honneur. Alors qu'à une époque, ils contrôlaient l'Irlande du Nord par le moyen de leurs connexions politiques et commerciales, ils n'exercent plus aujourd'hui ni beaucoup de pouvoir ni une très grande influence. Leur nombre diminue. Ils n'ont à peu près plus de poids dans la définition des orientations du principal parti politique protestant, l'Ulster Unionist Party (UUP), dont le chef David Trimble est devenu premier ministre il y a deux semaines. Ils sont obsessivement opposés à l'accord de paix du Vendredi saint, alors que la majorité des protestants nord-irlandais a donné son appui à l'entente, quoiqu'en faible majorité, lors du référendum. Leur siège de Drumcree est le symbole achevé et anachronique de cette opposition: il est une réaction désespérée aux changements qui, balayant l'Irlande du Nord, approfondissent la perte de leur pouvoir et leur prestige.

Les orangistes livrent à Drumcree une bataille perdue qui pourra encore, absurdement, faire sauter des bombes et tuer des innocents partout dans la petite province. Ils peuvent toujours nier leur responsabilité dans la mort des trois enfants catholiques, mais tout le monde a compris que leur refus de quitter Drumcree représente une excuse à la manifestation des extrémismes, qu'ils soient unionistes ou républicains. Cette bataille était perdue dès le départ auprès du premier ministre Tony

Blair, qui ne pouvait pas politiquement se montrer sympathique à leurs revendications sans mettre en péril l'appui massif que la minorité catholique a donné à l'accord de paix. Elle est perdue auprès de M. Trimble, un ex-orangiste qui a dénoncé à répétition l'obstination des radicaux protestants de Portadown. Elle est perdue dans l'opinion publique et dans la presse protestante — «*Enough is Enough*», écrivait la semaine dernière le *Belfast Telegraph*, premier journal protestant, dans un éditorial publié à la une — même si, ponctuellement, elle peut encore aiguïser des réflexes d'intolérance.

On dirait aussi cette bataille de plus en plus perdue au sein même de l'Ordre d'Orange, à la lumière des déclarations de dimanche de l'un de ses principaux leaders, William Bingham. «*Les quinze minutes de marche sur Garvagh Road seraient une bien mince victoire à l'ombre des trois cercueils d'enfants qui ne savaient même pas ce qu'était l'Ordre d'Orange*», a dit M. Bingham qui, la semaine dernière encore, rencontrait Tony Blair pour défendre le droit de défilé à Portadown. Le revirement est pour le moment minoritaire, et vertement critiqué par ses confrères, mais il constitue néanmoins une indication que des orangistes modérés, jusqu'au sommet de la hiérarchie, sont enfin prêts à rompre leur solidarité avec les «stratégues» du siège de Drumcree.

Face au crime sectaire de Ballymoney, c'est toute l'Irlande du Nord qui a honte aujourd'hui de ne pas parvenir à mettre un point final à trente ans de guerre civile. La crise de Drumcree est le fait du défi orangiste, mais celui aussi du refus des catholiques de Garvagh Road d'envisager un compromis à une chicane à la fois paroissiale, nationale et historique. Le calme endeuillé dans lequel se sont déroulées hier des marches dans toute la province donnait l'impression que les Irlandais du Nord ne pouvaient s'empêcher d'y réfléchir: le prétexte officiel des défilés — la commémoration de la victoire en 1690 du roi Guillaume d'Orange sur les catholiques du roi Jacques II — aura sans doute moins occupé les esprits que l'impasse des violences modernes.

Mais en attendant que les orangistes enfermés à Drumcree comprennent et rentrent chez eux, en attendant que les mauvaises herbes de l'extrémisme soient arrachées une fois pour toutes du sol nord-irlandais, il faudra au besoin faire porter à la paix un gilet pare-balles et l'entourer de barbelés. Il faudra en même temps que les leaders politiques, de M. Trimble à Gerry Adams, qui n'ont en vérité d'autre choix que de s'accrocher en prévision des prochaines parades clés qui auront lieu au moins d'août, continuent de tenter par tous les moyens de jeter des ponts.

LETTRES

De la fusion des hôpitaux pédiatriques de Montréal

NDLR: Des problèmes techniques ont fait que quelques lignes de cette lettre, publiée hier en nos pages, ont été omises. Voici la bonne version.

Nous avons lu avec intérêt l'article du docteur Georges-Etienne Rivard (*Le Devoir*, 20 mai 1998) qui proposait une fusion entre les deux hôpitaux pédiatriques de Montréal. Nombreux sont les médecins de l'Hôpital de Montréal pour Enfants et de l'Hôpital Sainte-Justine qui doivent accomplir cette tâche et, a priori, toutes propositions peuvent être considérées. Le slogan utilisé par la fondation de l'Hôpital de Montréal pour Enfants est un bon point de départ pour entamer ces discussions: «Ensemble pour les enfants - *Together we care*».

Marie-J. Béliard
Cardiologue pédiatre
Jean-Martin Laberge
Chirurgien pédiatrique
François Fassier
Orthopédiste pédiatrique
Montréal, 2 juillet 1998

Quelle droite, quelle gauche?

Il y a urgence de tourner à gauche, mais une gauche de partage, quel que soit le camp dans lequel on est présentement — banquiers ou travailleurs. Les clivages droite-gauche n'ont plus de sens, seul compte le fait de se sauver ensemble. Le Canada par exemple «roublatisé» son dollar chaque jour sous l'œil satisfait de son pourtant très capitaliste ministre des Finances (il y aurait donc des ratés dans la mondialisation?). Autre exemple, l'institution d'une mesure «de gauche» comme le revenu minimum garanti, en assurant une sécurité sociale, réduirait la délinquance (mesure profitable quand on connaît le coût d'un prisonnier).

Il ne s'agit plus de socialisme mais de vérité. Quand Marx dit au chapitre 25 du livre I du *Capital*: «quel que soit le taux des salaires, haut ou bas, la condition du travailleur doit empirer à

mesure que le capital s'accumule», qui pourrait le convaincre d'imprévoyance? La concentration des capitaux ne produit pas la croissance, c'est-à-dire la création d'emplois, mais des mises à pied massives partout à travers le monde. Sans faire l'apologie du *cheap labour* ni tenir un discours antisyndical (on ne peut soupçonner Marx de spéculation financière), cela pourrait servir de leçon aux ouvriers revendicateurs des secteurs de l'auto, du papier ou de la construction navale: ne tentez pas le diable!

Le chef de l'Etat chinois, lors de la visite du président Clinton, parlait de la relativité des cultures pour justifier le non-respect des droits de l'homme. La culture, pour en être, doit être universelle. Pour être chinoise, américaine, une culture doit être humaine: dans ce cadre le travail des enfants, l'excision des femmes, les souffrances infligées aux animaux, la fabrication d'armes, la déforestation, le contrôle des pesticides par des multinationales, la démission du politique enfin sont tous aussi inadmissibles. La mondialisation crée des liens où le capital est souvent associé au crime, qui anéantissent la portée du politique: à cause du commerce extérieur avec la Turquie par exemple, il est difficile pour le Canada de rappeler son ambassadeur, même si ce pays viole ouvertement les droits de l'homme en finançant le génocide kurde avec l'argent du trafic d'héroïne.

Nous n'avons pas le choix de revenir à une forme d'autarcie, à du local. C'est le grand maillage: s'il existe une façon de s'en sortir, elle est générale. Il faut se faire en quelque sorte veilleur de nuit et refuser les mystifications, en commençant par les statistiques auxquelles on fait dire n'importe quoi. Ou celle, plus pernicieuse, que tout cela ne nous concerne pas parce qu'on a quelques sous dans un fonds mutuel.

J.-P. Leblanc
Rimouski, 6 juillet 1998



Candidarsi

Les peuples ont parfois tendance à se comporter selon certains automatismes culturels que les usages linguistiques viennent cristalliser. Cette propension se vérifie en maintes circonstances de la vie et notamment lors de campagnes électorales. C'est ainsi que l'impétueux coq gaulois «se porte» candidat. Faut ce qu'il faut! Le bouledogue anglo-saxon, pour sa part, imbu de la notion que le temps, c'est de l'argent, «runs for office». Quant à l'Italien, éternel artiste, il indique par le joli verbe pronominal qui coiffe ce texte son intention de «faire un candidat de lui-même».

Dans ce cas comme dans nombre d'autres, c'est la vision du monde de l'Italien qui nous apparaît la plus juste. (*Horresco referens!* Ici, la langue — ou plutôt le curseur — nous a presque fourché et nous avons failli parler de «*la Weltanschauung de l'Italien*». Mais la perspective appréhendée d'un tel oxymore a vite rebuté notre sens commun. D'autant plus qu'il y a de sacrées limites à poursuivre sur les sentiers de la pédanterie polyglotte, sinon l'enchaînement d'idées initialement prévu pour ce billet devra subir une intégrale perestroïka. Disons donc *sayonara* à ce sabir et puissions-nous, inch'Allah!, retrouver le droit chemin d'un français à peu près international et de notre propos originel...)

Dans ce cas comme dans nombre d'autres, c'est donc la vision du monde de l'Italien qui nous apparaît la plus juste. Car tel est bien le défi «culturel», c'est-à-dire non naturel, auquel est confronté tout adulte vacciné et présumé sain d'esprit qui songe à briguer les suffrages lors d'une élection.

En effet, on ne naît pas candidat, on le devient, à moins d'appartenir à l'infime quarteron des surdoués de la chose publique. Et encore, on ne le devient qu'à des degrés fort variables. On soupçonne que l'entrepreneur, voire le charisme, soient la pier-

re d'assise du succès. Mais on sait combien des étras aussi séduisants que Hitler ou que Reagan se sont révélés d'inquiétants hommes d'Etat. Par contre, des individus ayant manifestement de l'étoffe, tels Ryan et Stanfield, n'ont pu convaincre leurs commettants des vertus intrinsèques de leur abord frugal. L'électorat contemporain se comporte décidément comme Alceste: en théorie, nous réclamons de nos gouvernants qu'ils soient sincères et qu'en hommes d'honneur, ils ne lâchent aucun mot qui ne parte du cœur (*Le Misanthrope*, acte I, scène I). En pratique, nous sommes pourtant les premiers ébaubis devant les appâts de Célimène. La libido des peuples, comme celle des individus, a des raisons que la raison ignore. Et lorsque nous allons aux urnes, nous agissons parfois comme des cruches. Même si nous redoutons d'être pris pour des valises...

Qu'on se réfère un moment aux résultats d'un sondage que Pierre O'Neill relatait en ces pages le 11 mai dernier, et selon lequel 77 % de la population aurait «peu ou pas du tout confiance» en ses élus. Quel que soit le sexe du candidat, c'est tout de même difficile de vous motiver à faire du porte-à-porte lorsque vous savez au départ que les trois quarts de l'électorat ont plutôt l'impression que vous faites le trottoir... Ne sommes-nous pas des enfants gâtés de la démocratie qui perdons de vue qu'en ce monde, des millions de personnes crouillent en prison pour avoir revendiqué un peu de ces libertés dont nous semblons si blasés? La notion de «candidature» renferme celle de «candeur», c'est-à-dire d'un minimum de bonne foi réciproque.

Le problème, c'est que le «bon» candidat (scandé sur l'air du *Bon garç*, de Richard Desjardins) doit être tout à tous, dans une société par ailleurs hétérogène, paradoxale, qui s'ingénie à multiplier les styles de vie et les segments de marché.



Louise Sexton

À PROPOS

... de financement de la formation des travailleurs

Les deux principales sources d'aide financière à la formation sont les employeurs et les employés eux-mêmes. La formation assumée par l'Etat est nettement moins répandue. En général, la formation à la charge de l'employeur s'adresse à plus d'employés que celle assumée par l'employé, mais elle représente moins d'heures par stagiaire. Dans tous les pays, la formation à la charge de l'employeur l'emporte sur la formation autonome d'après la moyenne d'heures de formation par employé.

Dans le cas du Canada, 33 % des employés suivent une formation assumée par l'employeur et 15 %, une formation qu'ils paient eux-mêmes. Une proportion beaucoup plus

faible (5 %) suit une formation assumée par l'Etat. La formation à la charge de l'employeur représente, en moyenne, moins d'heures que la formation qui est aux frais de l'employé (83 heures contre 121 par stagiaire).

L'équilibre entre les deux types de formation au Canada, selon la moyenne d'heures par employé, est également semblable à la moyenne des autres pays visés par l'enquête. Les employés canadiens suivent habituellement un peu plus de formation de leur propre initiative, alors que les Américains en reçoivent plus par le biais de leur employeur.

Constantine Kapsalis, *Perspective*, Statistique Canada, Printemps 1998

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910

Directrice LISE BISSONNETTE

Rédacteur en chef BERNARD DESCÔTEAUX

Vice-président, finances et administration FRANÇOIS THOUIN

Directeur de l'information CLAUDE BEAUREGARD

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, PIERRE CAYOUILLE, NORMAND THÉRIAULT

Rédacteur en chef adjoint JEAN-ROBERT SANSAFAÇON

Directrice, ventes et marketing MARTINE DUBÉ

2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3M9. Tél.: (514) 985-3333

PAIS CE QUE DOIS

I D É E S

Recherche sur l'américanité des Québécois

Entre l'ambiguïté et la dualité

L'identité des Québécois a suffisamment de force pour être ouverte sur l'américanité sans pour autant se soumettre aux valeurs des États-Unis

LÉON BERNIER
INRS - Culture et SociétéJAMES CSIPAK
SUNY - PlattsburghDONALD CUCCIOLETTA
Université du Québec à MontréalALBERT DESBIENS
Université du Québec à MontréalJEANNE KISSNER
SUNY - PlattsburghGUY LACHAPPELLE
Université ConcordiaFRÉDÉRIC LESEMAN
INRS - Culture et Société

Groupe de recherche sur l'américanité (GRAM)

Premier d'une série de trois textes

les régions du Québec (marge d'erreur de $\pm 2\%$ en retenant un seuil de confiance de 95 %) portaient sur les liens passés et présents des répondants avec les États-Unis, l'identité nationale, la culture et les valeurs, l'impact du libre-échange et de la mondialisation, les pratiques culturelles, les pratiques de consommation, les attitudes et les valeurs face au changement.

Américanité et américanisation

Yvan Lamonde (1996) a établi une distinction très éclairante entre l'américanisation, concept de résistance ou de refus face à un processus d'acculturation par lequel la culture étatsunienne influence la culture autant canadienne que québécoise, et l'américanité, qui englobe autant l'Amérique latine que l'Amérique saxonne, «concept d'ouverture et de mouvance qui dit le consentement du Québec à son appartenance continentale».

Le questionnement sur les rapports du Québec avec l'Amérique et les États-Unis, plus particulièrement, n'est pas nouveau. Ce n'est pas d'hier que les Canadiens français d'abord, puis les Québécois, se questionnent sur la nature de leur rapport à l'Amérique et aux États-Unis. C'est toutefois généralement sur le mode mineur que le sujet a été débattu jusqu'ici. Mais à la lumière des références de plus en plus nombreuses à l'Amérique, surtout depuis la signature du traité de libre-échange avec les États-Unis (ALE, 1988) et de l'ALENA (1995), on voit émerger une sensibilité accrue, un intérêt croissant autour de la question d'une commune appartenance historique, culturelle, économique et politique.

Au cours des dernières années, une ouverture sur l'imaginaire de l'Amérique a précipité un engouement pour une nouvelle réflexion sur notre histoire et notre lien avec l'Amérique. La littérature abonde en ce sens, comme en témoignent les recherches et les publications de Gérard Bouchard, Yvan Lamonde, Paul-André Linteau, Fernand Dumont, Jean-François Chassey, entre autres, qui illustrent la variété des diverses explorations menées par des historiens, des écrivains, des sociologues, etc.

Les États-Unis, du fait de leur puissance et de leur prépondérance, ont dominé jusqu'ici le sens de ce qui est «américain»: ils se sont en large partie accaparé symboliquement l'Amérique. Or le concept d'américanité s'appuie sur une définition à la fois plus étroite de ce qui est étatsunien et plus large de ce qui relève de l'appartenance réelle au continent et amène ses habitants à partager un certain nombre de traits, d'attitudes et de comportements. Ainsi définie, l'américanité renvoie à une conscience étendue d'une spécificité liée à l'Amérique, alors que l'américanisation étatsunienne exprime un rapport appréhendé de



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Comme le montre le décor urbain d'une ville comme Montréal, les Québécois naviguent allégrement entre américanisation étatsunienne et appartenance à une Amérique plurielle qui façonne leur identité.

domination. Affirmer l'existence de l'américanité n'est pas nier l'existence de l'américanisation qui aujourd'hui s'étend à la planète entière. Nous naviguons donc entre l'américanisation étatsunienne et l'américanité, entre l'adoption des influences proprement étatsuniennes et la reconnaissance de ce qui résulte de l'appartenance à une Amérique plurielle façonnant notre identité.

Une identité duale

Quand on scrute l'ensemble des recherches menées depuis quelques années au sujet de l'américanité des Québécois,

on se rend compte qu'elles renvoient essentiellement à trois interrogations. La première réside à la réaction des élites traditionnelles vis-à-vis de la diffusion croissante de la culture de masse américaine, qui menacerait de détruire des cultures régionales ou nationales spécifiques. La deuxième concerne l'interaction entre l'américanité et la modernité, toujours dans une perspective de dynamique nord-américaine. La dernière, qui guide nos investigations et semble s'imposer à partir des premiers résultats du sondage, est celle de la dualité de l'identité des Québécois, qui fait des Québécois francophones des francophones d'Amérique. L'identité des Québécois francophones n'est en effet pas uniquement fondée sur leur attachement à leurs racines françaises, mais elle apparaît tenir autant, sinon davantage, à leur enracinement en terre d'Amérique.

L'enquête a tourné autour de trois pôles qui ont semblé pertinents pour l'étude de l'américanité des Québécois. D'abord, la question de l'identité permettant de mettre en lumière la dualité du sens d'appartenance comme un des éléments essentiels de la définition de l'américanité: attachement territorial et enracinement local en même temps que sens de l'appartenance au continent.

La question des valeurs et des attitudes, ensuite, permettant de mesurer des comportements (habillement, alimentation, loisirs, travail, etc.) qui peuvent se rattacher à des pratiques transfrontalières. Dans cette perspective, l'attachement (le troisième article de cette série en témoignera) à l'institution de l'Etat providence apparaît comme une des caractéristiques importantes de l'identité culturelle québécoise face aux États-Unis.

Enfin, la référence aux perspectives économiques, dans le contexte actuel de l'ALENA, permet de saisir le niveau d'ouverture des Québécois en direction du continent — une large majorité (62 %) des Québécois considèrent que les marchés des États-Unis sont les plus importants — et au delà, à la mondialisation de l'économie. Les Québécois ne sont pas seulement favorables à l'ALENA depuis ses débuts, mais ils sont aussi favorables à l'élargissement de l'ALENA à l'ensemble des Amériques.

L'identité des Québécois semble bien établie: elle est suffisamment forte pour être à la fois ouverte à l'américanité, sans être pour autant soumise aux valeurs des États-Unis. Elle n'oublie pas non plus sa composante francophone. Elle semble maîtriser et assumer sans difficultés ces enracinements multiples et en faire une synthèse originale. On a souvent dit des Québécois qu'ils étaient assis entre deux chaises. Le sondage nous apprend plutôt qu'ils sont assis sur deux chaises, et à l'aise! Les articles ultérieurs documenteront cette réalité.

Avec l'inauguration récente de la Cité francophone d'Edmonton

Un vent d'Ouest novateur souffle sur la francophonie

Les francophones hors Québec reprennent de la vigueur, faisant mentir les pessimistes

GENEVIEVE
DE LA TOUR FONDUE-SMITH
Présidente de l'Alliance française
de Montréal

En dehors du débat politique, qui, au Québec, s'intéresse à l'évolution de la francophonie dans l'Ouest canadien? Or cette évolution est le fait de la prise en charge d'une jeune génération francophone qui, loin d'être repliée sur elle-même, se tient debout, active et ouverte sur le monde, et qui, consciente d'un environnement d'immigration envahissant, conçoit une collaboration de plus en plus efficace avec la France... devenant ainsi un double pôle d'attraction.

Tel est le cas de la Cité francophone d'Edmonton, un centre communautaire et culturel ultramoderne, construit juste en face de la faculté universitaire Saint-Jean, sur la 91^e rue, et dont l'aménagement vient d'être terminé. Bonnie Down est un quartier d'Edmonton qui possédait déjà tout un héritage religieux et scolaire francophone depuis 1870. Aujourd'hui, la Cité lui apporte un souffle de jeunesse, une salle de théâtre de 225 places, une librairie, un lieu d'exposition d'œuvres d'art, des salles de cours et, grâce à son architecture semi-circulaire, une place d'accueil à la fois extérieure et formée d'une rotonde à l'intérieur, le tout complété par un vaste terrain de stationnement.

De son côté, la faculté Saint-Jean, que fréquentent 500 étudiants soucieux d'obtenir leurs diplômes en français, a aussi complété des rénovations efficaces: une salle de conférence multimédia vidéo, un agrandissement de sa bibliothèque grâce à une subvention du gouvernement fédéral. Doyenne de la faculté Saint-Jean, Claudette Tardif espère maintenant qu'une nouvelle résidence pour environ 100 étudiants sera la prochaine étape du plan de rénovation.

Aussi, *The Edmonton Journal* n'a pas hésité à déclarer en gros titre du reportage effectué récemment par James Dykes: «La Cité a beaucoup à offrir aux Edmontoniens.» Et comme me l'a dit l'ancienne présidente de l'Alliance française de cette ville, qui célébrait son cinquantenaire: «Pour nos anglophones francophiles», ce complexe La Cité est une découverte. La

présence franco-albertaine dans un quartier de la ville, longtemps insoupçonnée de la population d'Edmonton, est une révélation pour un grand nombre.»

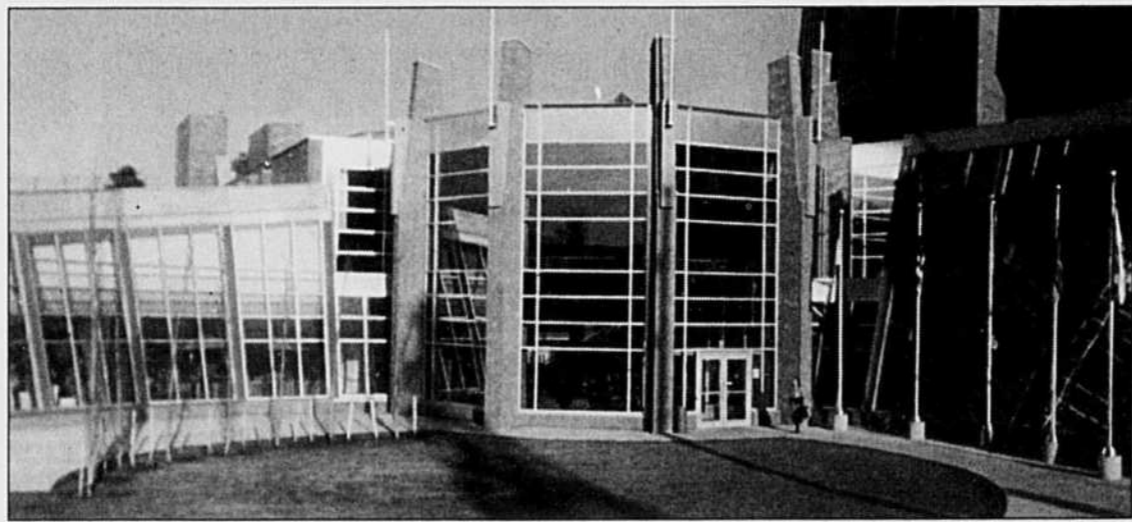
Université et collèges à l'œuvre

Mais dans l'Ouest, le souffle francophone répand partout des bouffées d'air frais. Le département de théâtre de l'Université de Victoria présente une exposition créée par l'ADPF sur «le théâtre français au 20^e siècle», et une série d'émissions animées par des professeurs du département de français, dite *Nouvelles de l'Université de Victoria*, passe sur CBUF (Radio-Canada FM).

Ouverte en septembre 1997, l'École française internationale de Vancouver, sise au 42 de la rue Inverness, s'insère dans un réseau qui regroupe quelque 300 établissements dans 125 pays à travers le monde. Son statut lui confère une double reconnaissance: celle du ministère français de l'Éducation nationale et celle du gouvernement de Colombie-Britannique. Cette double allégeance offre des équivalences automatiques et une ouverture de poursuite des études dans les systèmes scolaires français et canadiens. Il ne s'agit donc pas d'une école-ghetto mais, au contraire, d'un enseignement moderne où toutes les origines et toutes les cultures seront représentées.

À un haut niveau universitaire, une mission de la direction de l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po) a planifié avec des universités de Colombie-Britannique (UBC, SFU et UVic) une collaboration qui devrait se traduire dès la rentrée 1999 par des échanges d'étudiants. Des projets conjoints de recherche en sciences humaines et sociales et sur des questions européennes ont aussi été envisagés.

De son côté, le ministère des Travaux publics et des Services des Territoires du Nord-Ouest a lancé en juin un appel



JEANNE PFANNMULLER

La Cité francophone d'Edmonton, en Alberta, œuvre de l'architecte Barry Johns, est une révélation de la vitalité francophone qui anime actuellement les provinces de l'Ouest canadien.

d'offres pour la construction d'une nouvelle école pour l'enseignement en français à Yellowknife.

Les partenariats de la nordicité

Cette promotion n'est pas un luxe à l'heure où le Nunavut autonome, issu des Territoires du Nord-Ouest, devient un nouveau voisin nordique pour le Québec et un territoire coiffé d'une association intitulée le Sommet mondial de la nordicité. Ce regroupement d'entrepreneurs, scientifiques, gestionnaires et manufacturiers s'intéresse particulièrement aux problèmes liés à l'adaptation humaine en milieu circumpolaire et travaille à l'organisation d'une foire internationale sur ce thème qui aura lieu en février 1999 à Québec, annonce l'hebdomadaire *L'Aquilon* de Yellowknife.

D'autre part, un rêve audacieux d'une université de l'Arctique a été présenté au Conseil de l'Arctique, un organisme international composé de délégués des huit pays circumpolaires, dont le Canada, réunis en Norvège en mars 1997. Un groupe de travail a été formé qui soumettra en septembre 1998 à Iqaluit les résultats de son enquête qui vise particulièrement à démontrer l'impact de l'éducation supérieure sur une population qui a besoin d'un niveau de compétence professionnel élevé pour créer des emplois.

De l'élitisme tout cela, diront ceux qui répugnent à admettre ce virage de l'Ouest hors du conformisme anglophone dépassé d'autrefois. Mais quand une jeune étudiante de Yellowknife remporte le championnat de la Dictée des Amériques, catégorie junior, et qu'une autre, également anglophone, termine cette année au premier rang dans la catégorie classe d'immersion pour les jeunes des provinces de l'Ouest et des Territoires, il faut applaudir à son tour un tel revirement.

Ceci explique le succès des Festivals de films francophones à Vancouver, l'ouverture multipliée depuis cinq ans de salons du livre à Vancouver, Edmonton, Calgary, Winnipeg et même Yellowknife, avec la participation d'écrivains québécois et français, l'édition active de livres en français à Winnipeg-Saint-Boniface, en Alberta et en Saskatchewan.

Ainsi, le Québec n'est pas seul à lutter contre l'envahissement de la marée culturelle américaine. À l'affût de la modernité, la francophonie de l'Ouest est aussi sur la qui-vive et apporte un démenti flagrant aux pessimistes qui annonçaient son inexorable submersion.

La mondialisation est cet impérieux défi qui nous force à réévaluer le pouvoir de la coopération. Mais désormais, à l'heure de l'Internet, celui-ci est à la portée de la main.

Creusage du chenal, essais de tir de la Défense

Alerte au lac Saint-Pierre

Un des poumons naturels du Saint-Laurent est en passe de devenir une immense poubelle

PHILIPPE GIROUL
Pointe-du-Lac

Plusieurs citoyens ont sonné l'alarme aux audiences du BAPE à Yamachiche en ce qui a trait au dragage des quais de Sorel et au lestage des sédiments plus ou moins contaminés au milieu du lac Saint-Pierre. À plusieurs occasions, ils ont orienté le débat sur l'ensemble de la pollution du lac en exhortant les politiciens à «aller au delà de la pointe de l'iceberg»!

Un des plus grands pollueurs du lac — le ministère de la Défense nationale, avec son Centre d'essais et d'expérimentation de Nicolet (CEE) — a été montré du doigt à cause de plus de 500 000 obus qu'il a fait exploser, depuis 46 ans, dans la zone CYR 606, qui couvre 40 % des 400 kilomètres carrés du lac Saint-Pierre!

On ne sait trop qui a donné et continue de donner l'autorisation au CEE de le remplir comme une poubelle sans propriétaire! Les munitions produites par les armuriers canadiens, dont SNC-Lavalin, sont «uniques et essentielles», comme le prétendent depuis huit ans les cinq ministres de la Défense nationale interpellés!

D'autre part, le gouvernement canadien a autorisé sans aucune consultation publique l'énorme «écrtage» du fond de chenal commercial.

Au nom de l'harmonisation tant souhaitée par les principes du développement durable, le gouvernement québécois, à l'instar de plusieurs groupes environnementaux, a réclamé cette consultation à la ministre de l'Environnement, Christine Stewart. Celle-ci continue de faire la sourde oreille!

Des intérêts commerciaux et financiers semblent malheureusement plus importants, à courte vue, que la protection du patrimoine public qu'est le fleuve Saint-Laurent et son poumon essentiel, le lac Saint-Pierre!

Le développement du port de Montréal et l'enrichissement des armateurs semblent plus importants que le débordement appréhendé de la plus grande poubelle du Canada qu'est devenu le lac Saint-Pierre.

L'éducation à la conscience environnementale devrait être davantage prônée dans les écoles et au Parlement canadien pour que les prochaines générations ne nous accusent pas d'avoir été les responsables de leur futur «canal Saint-Pierre».

Nous espérons encore que des politiciens plus éclairés réussiront à mettre fin au désastre écologique que notre génération a provoqué.

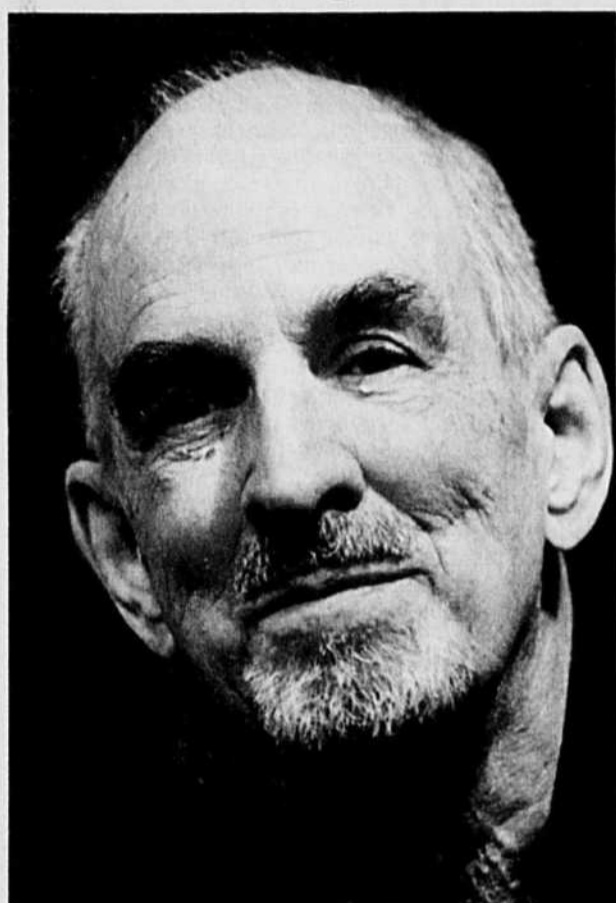
Il est donc urgent que les politiciens-autruches sortent leur tête du sable!

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Louis Lapiere (adjoint au directeur de l'information), Sylvain Blanchard, Jean Chartier (régions), Paule des Rivières (éducation), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Judith Lachapelle, Kathleen Lévesque (actualités politiques municipales), Caroline Montpetit, Brian Myles (politique municipale), Isabelle Paré (santé), Jean Pichette (justice), Clément Trudel (relations de travail), Serge Truffaut (questions urbaines); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Stéphane Baillargeon (arts visuels et théâtre), Paul Cauchon (médiat), Marie-Andrée Chouinard (livres et politiques culturelles), Louise Leduc (musique), Jean-Pierre Legault, Odile Tremblay (cinéma); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Robert Dufresne, Benoît Munger, François Normand, Claude Turcotte; à l'information internationale: Jocelyn Coulon (adjoint au directeur de l'information), Guy Taillefer (éditorialiste), Claude Lévesque; à l'information politique: Pierre O'Neill, Manon Cormellier (correspondante parlementaire à Ottawa), Mario Cloutier et Gilles Lessage (correspondants parlementaires à Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Martine Dubé (directrice), Daniel Barbeau (directeur adjoint), Alarie (secrétaire à la rédaction); Julie Tremblay, Marie-Claude Pettit (commiss). LA DOCUMENTATION: Gilles Paré (directeur); Brigitte Arsenault, Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PRODUCTION Jocelyn Arsenault (directeur des approvisionnement, distribution et production), Marie-France Turgeon (responsable de la production), Claudine Bédard, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Christian Goulet, Marie-Josée Hudon, Christian Vien, Olivier Zaida. SERVICE À LA CLIENTÈLE: Johanne Brien (responsable), Evelyne Labonté (responsable à la promotion des abonnements), Manon Blanchette-Turcotte, Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc-Venne. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Jeanne-Arc Houde (secrétaire à la direction); Céline Furoy, Patrick Inkel (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Danielle Nantel (secrétaire administrative), Nathalie Perrier, Danielle Ponton, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Marcel Couture (président), Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

Bonne fête,
M. Bergman

ANDERS WILKUND REUTERS

LE CINÉASTE suédois Ingmar Bergman a 80 ans aujourd'hui. Toujours actif, le créateur présentait encore en mai dernier, au Festival de Cannes, un film fait pour la télévision sous le titre «En présence d'un clown».

Enquête sur la mort de
la jeune Alison Robinson

PRESSE CANADIENNE

Le coroner Michel Ferland a annoncé hier qu'il y aura une enquête relativement à la mort de la jeune Alison Robinson, samedi soir dernier, à Laval. Les parents de la fillette de six ans accusent Urgence Santé d'avoir traité leur appel avec beaucoup trop de lenteur.

Les parents d'Alison, Ken Robinson et Diane Saulnier, ont composé le 911, samedi soir, peu de temps après le souper, lorsque leur fille s'est étouffée. M. Robinson affirme que les préposés d'Urgence Santé lui ont fourni très peu d'informations pouvant lui permettre d'aider l'enfant en attendant l'arrivée des ambulanciers.

L'autopsie pratiquée hier sur le corps de la fillette confirme qu'elle est décédée d'une asphyxie d'origine alimentaire, à la suite d'une aspiration massive d'aliments.

Des voisins témoins de l'événement sont d'avis qu'il s'est écoulé près de 20 minutes entre l'appel des parents et l'arrivée des ambulanciers.

À Urgence Santé, on soutient que l'appel est entré à 19h27 et que les ambulanciers sont arrivés sur les lieux à 19h38. Selon l'organisme, il s'agit d'un très bon délai étant donné la vaste étendue du territoire de Laval, au nord de Montréal.

De plus, une fois dans l'ambulance, la mère d'Alison affirme qu'on a dû attendre au moins cinq minutes avant qu'un médecin vienne prêter main-forte aux ambulanciers.

Le couple a indiqué qu'il déposera une plainte contre Urgence Santé dès qu'il recevra le rapport préliminaire du coroner.



S.V.P. Assurez-vous
que ce papier journal
soit recyclé.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courrier électronique redaction@ledevoir.com
Pour l'agenda culturel (514) 985-3551

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340

Les petites annonces
et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Les abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 8h à 16h30
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor LaSalle, 7743, rue de Bourdeau, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Quebecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0658. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

L'opposition à la ligne d'Hydro en Estrie
ne désarme pas

PRESSE CANADIENNE

Richmond — Le Comité des citoyens du Val Saint-François, opposé au projet de construction d'une ligne électrique de 735 Kv entre les postes Des Cantons et Hertel, va intensifier ses moyens de pression au cours des prochaines semaines dans l'espoir de forcer le gouvernement du Québec à adopter un moratoire relativement au projet que s'apprete à réaliser Hydro-Québec.

C'est ce qu'a confirmé hier la présidente du comité, Mme Monique Fournier.

«Le temps presse dans ce dossier, et nous devons accélérer nos moyens de pression afin d'inciter le gouvernement à suspendre les travaux projetés par Hydro-Québec, le temps d'examiner les solutions alternatives», a-telle déclaré.

Les dirigeants du comité ont d'ailleurs récemment

ment le vice-premier ministre Bernard Landry, en compagnie du secrétaire régional et député du comté de John-son, Claude Boucher.

Une rencontre qualifiée de «positive» par la présidente du Comité des citoyens. «Ce fut une rencontre à la fois cordiale et encourageante, a-telle dit. Nous avons eu l'impression d'être bien écoutés et surtout entendus par M. Landry. Celui-ci a constaté que nous avions des arguments qui se tenaient debout, et sans rien nous promettre il a indiqué qu'il y avait matière à réfléchir», a déclaré Mme Fournier.

«À la suite de cette rencontre, nous avons bon espoir que le gouvernement interviendra dans ce dossier, et même le député Boucher s'est dit confiant», a-telle précisé.

Le comité entend poursuivre sa lutte sur le terrain de l'opinion publique, en tenant, jeudi, à Montréal, une conférence de presse nationale. On y fera part notamment de

tous les appuis reçus jusqu'à maintenant de la part d'organismes (plus de 25) et du dernier en lice, une importante association américaine.

«La lutte ne se transporte pas seulement au Québec, mais aussi aux États-Unis, où Hydro-Québec entretient des liens financiers très importants. Nous avons établi des contacts et recevons des appuis de ce côté de la frontière également», a indiqué Mme Fournier.

Le comité des citoyens a également reçu des avis juridiques. Sans dévoiler la stratégie qu'il entend privilégier, le comité est très encouragé par les différentes recours possibles qu'il pourrait exercer pour freiner le projet d'Hydro-Québec. «Différentes actions relatives à certains articles de loi pourraient être prises et nous analysons la situation. Nous serons prêts lorsque la situation l'exigera», a déclaré la présidente du comité des citoyens.

CASINO «Un beau risque»

SUITE DE LA PAGE 1

heures par année. Il demandait initialement que ce chiffre soit porté à 90 heures. Autres échecs du syndicat: il n'a pas réussi à obtenir que soit limités le recours à la sous-traitance et les changements technologiques.

Lors de l'assemblée générale, qui devait être à huis clos, les échanges ont d'ailleurs été parfois très houleux. Malgré le vote à 67 % en faveur de l'entente, les employés étaient divisés lors de l'assemblée.

Par exemple, certains d'entre eux, principalement des temps partiels et des occasionnels, ont qualifié l'entente de «torchon» parce qu'elle ne leur apportait pratiquement rien. Certains ont même reproché à l'exécutif syndical d'avoir mal négocié.

Une employée, reconnaissant que l'entente de principe n'était pas parfaite, a déclaré que l'entente était «un beau risque» et que les travailleurs devaient l'approuver. Enfin, un père de famille a déclaré que si la grève se poursuivait, il risquait de perdre sa maison.

Après le vote, le président du syndicat Yves Veillette a

indiqué qu'il était «satisfait du vote» et que l'entente entérinée par l'assemblée était bonne. M. Veillette, qui a été quelques fois pris à partie lors de l'assemblée, était visiblement soulagé que ce conflit de travail soit enfin terminé, même s'il était prêt à mener encore la lutte.

On s'en doute, Loto-Québec a de son côté bien accueilli le résultat du vote. Le porte-parole de la société d'État, Jean-Pierre Roy, a mentionné que cette entente était «un bon compromis de part et d'autre». Loto-Québec n'a cependant pu indiquer hier le coût annuel des revendications des employés du Casino.

Après six semaines de grève, la société d'État chiffre les revenus perdus par le gouvernement du Québec à près de 20 millions de dollars (500 000 par jour). Le syndicat évalue ces pertes à quelque 41 millions.

Historique du conflit

Ce conflit de travail avait débuté dans la nuit de mardi 2 juin à mercredi 3 juin, quelques jours avant la présentation du Grand Prix de Montréal. Vers 1h30, l'employeur suspendait toutes les activités du casino dans un climat très ambigu.

MONDIAL «Une certaine conception de la Nation»

SUITE DE LA PAGE 1

Jacquet, dont les allures rappellent à la fois l'instituteur laïque, le curé provincial et l'ouvrier. «S'il est vrai que le principal combat aujourd'hui est celui de l'intégration, alors regardons du côté d'Aimé Jacquet [...] symbolisant une unité nationale refondée sur les pelouses au terme d'une «guerre mondiale ludique. Apportant un démenti à l'inévitabilité d'une France sociale et politique éclatée, baignant tantôt avec délices, tantôt avec amertume dans la culture du disensus. Porteur enfin d'une pédagogie de la confiance et de l'effort, matinée de tolérance et d'écoute.»

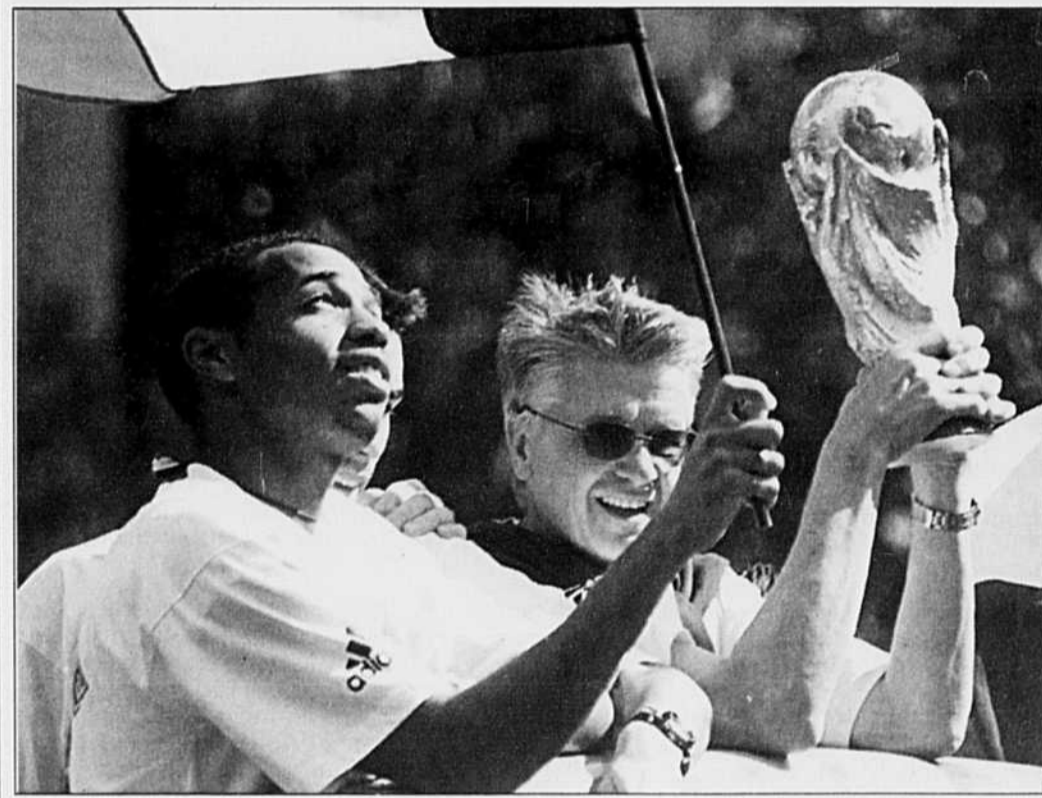
Le ministre français de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevène-

ment, a déclaré reconnaître dans la victoire française le sacre d'une «certaine conception de la Nation». Dressant hier le bilan des opérations de sécurité durant l'événement, il a évoqué une équipe de France et une communauté nationale «à égalité de droits et de devoirs, sans aucune référence ni à la race ni aux opinions politiques.»

Pendant ce temps, dans les quartiers du nord de Marseille, on retient surtout que l'artisan de la victoire française, Zinedine Zidane, est l'un des leurs. À la cité de la Castellane, où vit la famille de «Zizou» et où la nouvelle star a grandi, les larmes coulent sur les joues de jeunes dont on souligne pourtant plus fréquemment les exactions que la capacité de manifester leurs émotions. Depuis dimanche

soir, tout le monde s'y veut le «cousin» de Zinedine. «Il nous redonne confiance, dit Akim, un adolescent de 15 ans qui arbore le maillot de l'équipe de France. Il nous montre qu'on n'est pas des moins que rien. Zizou, c'est notre fierté et ça nous donne l'espoir.»

Dans le même quartier, Jean-Patrick affirme: «Il ne faut pas limiter à l'aspect sportif ce qui vient de se passer. Je suis un Français de souche, comme on dit, et depuis que je vis ici, je n'étais jamais parvenu à établir de véritables contacts avec mes voisins, qui sont pour la plupart d'origine maghrébine. Je n'arrivais pas à établir des liens. Mais Zidane, ce soir, a tout changé. Pour la première fois, j'ai serré la main de mon voisin, dont je ne connaissais même pas le prénom. C'est l'effet Zizou!»



REUTERS

À gauche: le sélectionneur de l'équipe de France, Aimé Jacquet, en compagnie de Thierry Henry pendant le défilé d'hier sur les Champs-Élysées. À droite, le héros du match, Zinedine Zidane, originaire de la banlieue nord de Marseille, à majorité maghrébine.

RAÏ Brassage d'idées

SUITE DE LA PAGE 1

teur raï, vu comme ça. Quand on dit «mon opinion», ça peut être un caprice comme une mise au point importante. C'est en tout cas un cri pour sortir des carcans traditionnels.»

Ces cris prennent évidemment une urgence plus grande dans un contexte comme celui de l'Algérie actuelle, où les chanteurs peuvent être assassinés, le simple fait de danser entre jeunes peut devenir dangereux, où l'intégrisme et l'autoritarisme pèsent. «Chanter l'alcool, en Algérie, c'est subversif. Arrivé en France, pas tellement. Être une Miss Algérie, Miss Iran ou Miss Turquie, ça a un sens politique qui n'existe pas en Occident.»

Autre distinction de contexte, la mouvance d'un style musical qui a connu de nombreuses fusions en se modernisant: «Il faut distinguer entre le raï des champs et le raï des villes. Le premier, plutôt sommaire, comporte des percussions, des flûtes et des chants. Le second, né autour d'Oran, s'est rapidement modernisé: quand on est entré en studio, on s'est mis à utiliser des instruments de studio, ajoutés à l'accordéon qui y était depuis un moment. Ce raï, c'est un mélange de culture arabo-andalouse et de variété française. Ça peut même ressembler à Julio Iglesias: les paroles, c'est souvent près de ça. En plus, aujourd'hui, la carrosserie reste raï, mais le moteur peut être beaucoup plus funk ou reggae qu'arabe ou nord-africain.»

Tout ça devient donc affaire de conversations et de brassages d'idées, comme en témoigne l'album *Diwân*, exceptionnel assemblage de traditionnel et de moderne, d'Orient et d'Occident, que Taha aura négocié selon ses propres termes, en compagnie de l'«électronicien» Steve Hillage. Séduisante au possible, cette collection de «stan-

dards» revus et corrigés frappe par sa qualité rythmique — soyez prévenus, en allant voir Taha, vous voudrez danser —, mais aussi par la souplesse des assemblages, où l'on se demande par moments ce qui vient des instruments traditionnels et ce qui vient des échantillonnages de pointe. «Des instruments modernes peuvent devenir traditionnels, et vice versa. C'est une question de traitement. Avec Steve Hillage, on voulait un mariage d'amour, pas un mariage arrangé par les familles», résume le chanteur.

Le mardi du festivalier

Évidemment, on ne s'étonnera pas tellement de retrouver un mélange de styles comme celui de Rachid Taha au Festival d'été. Un petit tour dans la très forte programmation de ce jour montre une fois de plus à quel point on y est dans les musiques d'une petite planète. La scène de place d'Youville est l'affaire des gitans: la fanfare macédonienne Kocani Orkestar (12h30, 16h, 20h) et les tziganes roumains de Taraf de Haïdouks (14h, 18h et 22h). Sur la scène du Pigeonnier, on sera dans le World of Slide Guitar à 20h, puis au royaume d'un des porte-étendards les plus forts du rock féminin américain, Ani DiFranco, à 21h30. Pendant ce temps, le violoniste américain Mark O'Connor rend hommage à Stéphane Grappelli sur la scène de l'hôtel de ville à 20h30. Marie-Jo Thério nous rappelle que la francophonie hors-Québec sait bien chanter (au D'Auteuil à 23h) et les Root Loops (Kashmir, 23h30) font voir que le Québec a ses sonorités électroniques bien à lui.

À noter aussi l'ouverture, à 10h ce matin, au Bistrot Beaujolais du Parc du Parlement, du VII^e Forum de la chanson francophone, sous le thème Grammaire d'une

chanson. On y parlera de l'état de santé de la chanson ce matin, des tendances futures à 13h30 aujourd'hui, du rapport au public demain à 10h et de l'ouverture sur le monde à 13h30 demain, le tout avec une brochette d'experts d'ici et d'ailleurs. Le public y est invité, pour mieux comprendre la musique qu'il entend, quelle qu'en soit la provenance.

MÊMES PROBLÈMES
UNE SOLUTION
LA SOLIDARITÉ



DÉVELOPPEMENT
ET PAIX

(514) 257-8711
1-888-234-8533
www.devp.org